

## L'AFRIQUE DANS LA MONDIALISATION



### **Sortie annuelle des boursiers de la Fondation Konrad Adenauer à Djilor du 5 au 7 avril 2013**

## Table des matières

Djilor, une cité en or.....	3
<b>L'Afrique à l'épreuve du choc des cultures .....</b>	<b>6</b>
Définition et historique .....	7
Littérature, culture et communication interculturelle: approche socioculturelle .....	11
Les cultures locales africaines face au medias transnational.....	13
Pertes de repères: pistes de réflexions sur des solutions harmonisées et l'affirmation de l'Afrique face aux chocs des cultures dans la mondialisation.....	17
L'impact politico-juridique du choc des cultures au Sénégal (Contribution).....	20
<b>L'apport de l'Afrique dans le commerce mondial .....</b>	<b>23</b>
Introduction.....	23
Evaluation globale de l'économie africaine dans le marché mondial.....	23
L'Afrique face à la mondialisation des marché.....	25
Les clés d'une participation effective et bénéfique de l'Afrique.....	27
Conclusion.....	29
Contribution.....	30
<b>Démocratie : l'Afrique, la mauvaise élève ?.....</b>	<b>31</b>
Le maillon faible.....	31
Les dimensions sociales et culturelles de la démocratie Africaine.....	36
L'avènement de la démocratie en Afrique.....	38
Le processus de démocratisation de l'Afrique.....	41
La pauvreté comme frein à la démocratisation de l'Afrique.....	43
<b>Articles de presse.....</b>	<b>45</b>
Sortie annuelle des boursiers de la Fondation Konrad Adenauer: Boursiers et anciens boursiers outillés, pour relever les défis de la mondialisation.....	45
Pour une meilleure place d'une Afrique plus compétitive dans la mondialisation .....	48
Les Boursiers de la FKA : Analystes, critiques, inspireurs, pionniers et modèles .....	50

DJILOR  
**Une cité en OR**

*Outre les thématiques débattues qui ont été d'intenses moments d'échanges et de partages souvent houleux, mais pour la bonne cause : penser l'Afrique, la sortie annuelle de la fondation Konrad Adenauer à été riche en visites dans le royaume d'enfance du président poète Léopold Sédar Senghor, le tout dans une ambiance bon enfant.*



Il est 14 heures passé de quelques quarante minutes quand le bus prend le départ devant la fondation direction Djilor. Plus le car s'éloigne de Dakar, plus l'air devient pur, et la fraîcheur dakaroise cède à la chaleur de la région de Fatick.

Assis par groupes de cinq, à deux et même seul desfois, on cause, on lit, on somnole, le tout dans un bourdonnement indéchiffrable envahie par le bruit du moteur du car.

Quelques rares éclats de rires ou d'interpellations étaient les sons vraiment audibles. Le car par moment stationnait, pour permettre aux passagers de faire des achats, mais rien de plus que des cacahuètes, des mandarines, des jus.

Trois absences de taille malgré le semi-calme qui régnait, avaient été constatées. C'était celles de la représentante résidente de la Fondation Konrad Andréa Kolb, de celle qu'on nomme affectueusement « *la mère des enfants* » Ute Bocandé et de celle de celui qui jusqu'à cet instant était le président du REBAFKA Gata Doré. Sûrement certains avaient l'information sur les motifs de leur absence dans le bus jusqu'à cet instant.

OUF, enfin le car pour une énième fois s'arrête, pour permettre de faire des achats ? Non, pas cette fois-ci, c'est Madame Bocandé qui rejoignait le groupe, au grand plaisir des uns et des autres en témoignent, les nombreux BONJOUR MADAME BOCANDE, qui se bouscuaient pour lui souhaiter la bienvenue, bien sûr que ma voix en faisait partie.

« *DG va nous rejoindre demain* » cette phrase de madame Bocandé venait, en plus de moi même, d'éclairer la lanterne de beaucoup sur l'absence du Prési.

Et qu'en est-il de celle de Madame Andréa Kolb ? On attendait toujours, lorsque encore et encore le car se gara, fin de mystère nous venions d'être rejoint par le véhicule d'Andrea Kolb, soudain je senti mon crâne devenir léger, je compris alors que la migraine qui me tenaillait depuis quelques minutes n'avait rien avoir avec une quelconque maladie, mais tout simplement, que la gymnastie, dans laquelle mon cerveau s'était lancée pour tenter de résoudre à lui seul cette équation d'absence ne pouvait que lui causer de la souffrance. Alors le pauvre paracetamol que j'avais ingurgité, aurait pu certainement soulager cet enfant qui à Sindia assis à même le sol se plaignait d'un véritable mal de tête.

La fatigue s'installait, quant le car vient se stopper net devant une bâtisse indiquée par une plaque comme étant la Source aux lamantins. On aurait cru que le chauffeur s'était trompé n'eût été la plaque, tant la différence entre l'image des lieux sur le net et la réalité semblait grande. J'ai même entendu dans la foulée « *effet photo shop* ». Je le dis encore c'était avant d'entrer, donc jugement hâtif.

Plus on s'enfonce dans ce lieu, plus on est captivé par son architecture, qui allie parfaitement tradition et modernité, la salle de conférence bien entretenue, une vue superbe sur le bras de mer au dessus duquel un espace de détente, et comme en de pareilles circonstances l'on degaine les appareils photos et les flashes partent dans tout les sens. ON EST CONQUIS.

Devant la beauté des lieux mon plus proche voisin s'exclame: « *Ce lieu n'a rien a envier aux hôtels de la ville, au contraire, il a en plus d'eux l'air pur et le calme nécessaire au repos, que ces hôtels de la grande ville prétendent servir* ». Même si sur le champ je n'acquiesce pas, j'avoue que je partageais son jugement. Et puis, comment ne pas l'être quand tout le monde l'est ?

Les repas servis, l'accueil chaleureux du couple Bèye et la prestation des femmes sères du village de Djilor finissent par vous convaincre que cet endroit est « *paradisique* ».

L'annulation de la visite à JOAL, village natale du président Senghor, n'enleva en rien la richesse de cette sortie, par le génie du couple Bèye qui proposa des alternatives heureuses. La traversée à la pirogue l'emporte sur la promenade en charrette, alors direction Simal, un village qui selon le guide Djiby Diouf est « *mystérieux* » et a été visité par nombres d'hommes politique du pays. C'est aussi ça le processus démocratique en Afrique, ça fortifie les chances pour devenir président fondateur. AH ! Vous ne me croyez pas ?

Embarqués à bord de deux pirogues, les boursiers et anciens boursiers en compagnie de Madame Bocandé donnent de la voix de part et d'autres, par des chants tout au long de la traversée. La concurrence n'a pas tenu, ils étaient plus nombreux que nous, et donc naturellement faisaient plus de bruit que nous.

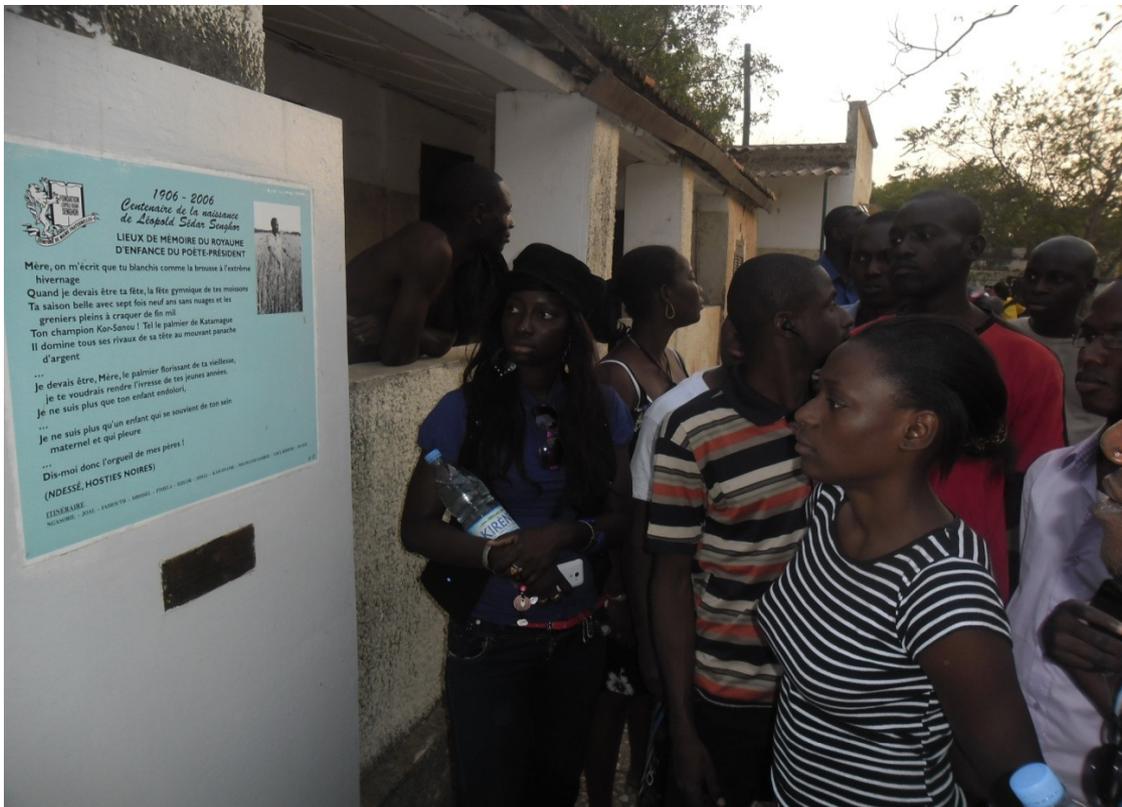
De la mangrove en passant par le puits qui à servi à El hadji Oumar Foutiyou Tall pour ses ablutions pendant sa guerre sainte, le baobab sacré, la stèle dédiée aux lamantins, le village artisanal de Simal ont été tous visité et appréciés avec les explications du guide écotouriste Djiby Diouf. C'est finalement le puits d'El hadj Oumar Tall qui a ravi la vedette aux autres, son eau a été bue, frottée sur le corps et même emportée

par certains, tout ceci sous le regard de madame Bocandé qui se faisait du souci pour ceux qui en buvaient. Au finish, il faut le dire le village Simal n'était pas SI MAL.

La maison paternelle de Senghor à Djilor, la tombe de sa mère, la promenade à travers le village et la soirée créative et récréative, où des talents cachés ont été découvert en plus de ceux de la troupe TOTOK qui une de plus a émerveillé, ont rendu la sortie agréable.

Le retour! L'ambiance dans le car cette fois si différente de celle de l'aller, a été teintée de mélancolie de Djilor à Dakar. SACRES BOURSIERS ET ANCIENS BOURSIERS.

**par Mohamed Sangoulé DAGNOGO**  
**2<sup>ème</sup> année CESTI**



## **1. L'AFRIQUE A L'EPREUVE DU CHOC DES CULTURES**

- *Adja Dioumessy (Genèse du choc des cultures)*

Cette première communication porte sur l'histoire de la rencontre ou du choc des cultures. Madame Dioumessy fait le tour des différentes situations historico-culturelles pour tenter de nous donner une définition du choc des cultures qu'elle définit comme « une rencontre de deux (2) personnes venant d'horizons différents ». Elle souligne cependant : « les cultures sont certes différentes, mais se valent aussi. »

Madame Dioumessy s'est appuyée sur des auteurs, tels que Cheikh Anta Diop et Aimé Césaire, pour souligner les difficultés à rejeter la ou les cultures, et ceci tout en n'oubliant pas de mettre en exergue les énormes problèmes (par exemple les frustrations, les incompréhensions ou parfois même l'absence de communication) liés à un problème de langues.

- *Mbaye Seye (Littérature, culture et communication interculturelle : approche socioculturelle)*

La deuxième communication fait l'objet d'une approche socio- et interculturelle et s'appuie sur les différentes formes de la littérature pour mettre en relief son importance et sa corrélation dans et avec la vie de tous les jours dans le paradigme actuel de la communication interculturelle. Chemin faisant, monsieur Seye souligne de prime abord l'importance des thèmes et thématiques relatifs à la vie quotidienne africaine et qui par conséquent influent sur la ou les littérature(s) africaine(s). En guise d'exemple, il cite des thèmes de la colonisation, de la polygamie, du dialogue interreligieux, de la prostitution, de l'analphabétisme et de l'émigration, en s'appuyant sur quelques auteurs sénégalais, tels que Ken Bugul, Mariama Bâ, Aminata Sow Fall et Fatou Diome. Monsieur Seye a souligné aussi le rôle et l'importance de la traduction, aussi bien littéraire que filmique, pour une meilleure rencontre et surtout un réel dialogue interculturel. Chemin faisant, il s'appuie sur des idées de deux (2) auteurs et savants allemands (à savoir Johann Wolfgang von Goethe et Richard Friedenthal) pour mieux souligner la nécessité et l'impératif d'une littérature mondiale. Ainsi, il termine en soulignant de nouveau le rapport entre littérature, culture et communication interculturelle, ainsi que leur importance pour une vie sociale paisible sous la houlette d'un véritable dialogue et d'une communication interculturelle notoire.

- *Denise Mongono (Cultures locales africaines face aux médias transnationales)*

Cet exposé se lance certes sur la thématique de la mondialisation et son aspect économique, mais accentue plus l'aspect média et information. Madame Mongono souligne la culture de masse dans le sens où elle peut être considérée comme étant liée à la société contemporaine. De loin elle attire notre regard sur les conséquences de la dite culture en Afrique comme étant un facteur dévastateur pour les cultures locales africaines à travers le cinéma, la télévision, la radio, etc. Elle n'oublie toutefois pas de souligner le rapport entre les termes conflit et média. Ainsi, elle met en exergue la né-

cessité et l'importance du ou des choix faits sur l'image ou les images à diffuser. Elle s'appuie cependant sur des auteurs comme : Raoul Germaine, Serge Lacoust, Cheikh Anta Diop, Sembene Ousmane, pour remédier aux problèmes liés à la mondialisation et à l'avancée des technologies des médias. Par là elle atterrit sur le manque de créativité chez les jeunes africains et l'importance du donner et du recevoir culturel.

- *Remy Malet (Perte de repères : réflexion sur des solutions harmonisées face au choc des cultures)*

La dernière communication fait l'objet d'une prospection sur l'ensemble des problèmes liés à la mondialisation et au choc culturel. Monsieur Malet dénonce ainsi le désir de dehors des Africains. Selon lui, tous ces problèmes ne sont pas simplement liés aux rites et rituels religieux, à la transmission des cultures, coutumes et mœurs, mais aussi à un soit disant chemin tracé par les colonisateurs. Ce qui fait que l'Africain aime tout adopter. Ainsi, il pose la question à savoir : « comment asseoir une identité culturelle chez l'Africain ? Rémy revient à juste titre sur le fait de ne pas nier l'expérience européenne et conclue par l'idée de faire recours à la valeur de solidarité, au respect de la famille, au respect des aînés et surtout à l'éloquent terme wolof souvent usité par les sénégalais : à savoir « **Gëm sa bopp** » (croire en soi).

### **Définition et Historique « Le choc des cultures », par Adja Dioumessy**

**Définition :** « le choc des cultures » peut se définir comme le sentiment d'être impuissant et frustré dans un pays ou personne ne parle la langue, ni ne comprend la culture du nouvel arrivant.

**Historique :** Le terme de « choc culturel » fut introduit pour première fois par l'anthropologue Kalvero Oberg en 1954, et se réfère au sentiment d'anxiété provoqué par le fait de se retrouver plongé dans un contexte à la fois étranger et étrange.

Dans les cultures africaines à l'épreuve de la colonisation\* de Magloire Somé. L'idéologie civilisatrice du 19e siècle, par ses constructions de pensée négatives sur l'Afrique et par l'échelle des valeurs qu'elle a établie entre les sociétés humaines, a abouti à l'infériorisation du Noir et à son rejet au faubourg de l'histoire. Cet article vise à montrer que si l'anthropologie de terrain a contribué à la réhabilitation de la personnalité négro-africaine, les élites africaines se sont réveillées au lendemain de la seconde guerre mondiale pour reprendre à leur compte cette lutte de réhabilitation qui leur incombait plus qu'à quiconque. Leur expression de la lutte sera nationaliste et anticolonialiste parce qu'elles étaient convaincues que seule la reconquête de l'initiative historique pouvait permettre la revalorisation ou le renouvellement de leurs cultures.

En effet, la question culturelle a constitué le point focal du débat sur l'idée coloniale depuis que l'anthropologie de terrain, née de la colonisation, a révélé la richesse et la diversité des cultures africaines. Les humanistes coloniaux, qui émergèrent alors, s'imposèrent dans l'entre-deux-guerres comme les défenseurs acharnés de la cause culturelle africaine, ceux qui déconstruisirent l'idéologie de la hiérarchie des cultures.

Les élites africaines, qui dès les années 1930, à travers le mouvement de la négritude, puis au lendemain de la seconde guerre mondiale s'emparèrent du mouvement de défense des cultures négro-africaines, n'innovaient pas. Il leur revenait ce rôle de défendre leurs cultures afin de réhabiliter la personnalité négro-africaine. Leur expression d'affirmation culturelle, fortement teintée de nationalisme, se voulait résolument anticolonialiste, mais renfermait ce paradoxe de la recherche du compromis dans le domaine culturel.

En effet, ces élites s'avisèrent d'une évidence: on peut revaloriser les cultures, ou créer de nouvelles cultures, mais il est impossible de rejeter ipso facto la culture du colonisateur et l'idée du retour aux sources prônée par les nationalistes les plus radicaux devenait dès lors un mythe. Les idéologues de la négritude seront pris à partie par la nouvelle génération des intellectuels africains des années 1960 qui ont vu dans celle-ci une idéologie narcissique et rétrograde (Ela 1993: 147), «un mythe, lui-même générateur de mythes» (Towa 197: 6).

Cependant, certains responsables politiques à l'image de Mobutu et d'Éyadéma, allaient s'emparer de l'idée très nationaliste d'une renaissance culturelle pour lancer le mouvement du retour à l'authenticité, qui s'affirme comme une volonté de rupture avec une domination occidentale aliénante, mais qui reste superficielle dans son application puisqu'il se limite simplement à un rejet des oripeaux occidentaux. Ni les idéologues de la négritude, ni les promoteurs des mouvements d'authenticité n'ont pu parvenir à une véritable réhabilitation de la personnalité négro-africaine. Les «négrologues» à l'exemple de Senghor ont présenté des sociétés africaines dénuées de rationalisme et faites simplement d'émotion, ce qui incite à la comparaison avec les sociétés antiques. Les seconds ont plus produit du folklore qu'ils n'ont revalorisé leurs propres cultures nationales. L'image qu'ils ont donné des sociétés africaines à travers leurs mouvements, correspond exactement à celle du Bon Sauvage de Rousseau, le reflet de produits exotiques suscitant la curiosité du côté de l'Occident.

En définitive, dans l'interaction culturelle entre l'Europe et une Afrique libérée qui est censée avoir retrouvé l'initiative historique, où chaque pôle culturel est une source d'inspiration pour l'autre, c'est cependant l'Occident qui diffuse ses nouvelles créations inspirées des autres cultures. Cette domination de l'Occident sur les plans scientifique, technologique et médiatique ne fait pas tellement évoluer le jugement de l'Occidental sur l'Africain et sa culture. Pendant longtemps encore, le jugement reflètera toujours la mentalité coloniale avec cependant l'emploi d'euphémismes, de termes plus pudiques qui choquent moins la conscience même des Occidentaux d'abord, des Africains ensuite.

On parlera de plus en plus des Pays les moins avancés, dont les arts ne sont plus primitifs, mais des arts premiers. La réaction des élites africaines était une réponse à l'idéologie civilisatrice qui infériorisait le Noir et prétendait qu'il était incapable de promouvoir des cultures historiquement valables. Ces intellectuels africains dénonçaient le racisme qui rejetait le Noir au faubourg de l'histoire. (Les 52 Afrika Zamani, Nos. 9&10, 2001-2002).

Par ailleurs, les travaux de Cheikh Anta Diop devinrent la référence du discours anti-raciste des idéologues de la négritude et de leur contre-offensive au discours sur les hiérarchies culturelles. L'Égypte pharaonique, qui possédait une brillante civilisation fut noire, et qui plus, elle inspira la civilisation occidentale. L'Afrique et le Noir du 20<sup>e</sup> siècle sont ainsi replacés au centre de la civilisation universelle:

A partir de cette période là, l'Afrique n'aura pas été en marge, mais à l'origine des civilisations peut-être jusque et y compris celles-là même dont s'enorgueillit

l'Occident aujourd'hui. Les Eurasiatiques en l'abordant par le nord, l'est et l'ouest se sont polés à son contact pour lui porter ensuite des coups redoublés. L'Europe ne peut tolérer que le rôle primordial lui échappe. Mais les faits scientifiques sont ce qu'ils sont et ils sont irréfutables. Le Nègre est au centre même d'un miracle qu'il faut avoir la loyauté de mettre à sa place, c'est le miracle égyptien, nous dirons le miracle nègre (Tidiane 1957: 21).

Non sans se poser des questions sur les causes du retard africain, on affirmait que les cultures indo-européennes ont bien une origine négro-africaine et on reconnaissait que les Européens ont eu le mérite de se réapproprier les emprunts à l'Afrique afin de se faire l'évolution culturelle particulière que l'on connaît aujourd'hui. Cette lutte de réhabilitation du Noir était inscrite dans la perspective de l'émancipation des peuples africains, objectif qui permettrait la libération de la création culturelle, car l'évolution culturelle africaine n'était pas possible en situation de domination coloniale.

Les deux congrès de la Société Africaine de Culture (SAC) convoqués en 1956 et 1958 permirent de poser le problème culturel comme une condition de l'évolution de l'Afrique noire dans le concert des nations. Ce fut le lieu de faire le constat de la crise des cultures africaines et d'en attribuer l'origine au choc brutal de la domination européenne. Les critiques les plus acerbes furent faites à l'encontre de la colonisation dans tous ses aspects politiques, économiques et culturels. Aimé Césaire dénonça le fait que la colonisation ait mis en place un mécanisme d'assassinat ou de mise à mort progressive des cultures et des civilisations des peuples colonisés.

**Justification :** Toute personne qui vient vivre dans un nouveau pays, fera l'expérience d'un certain degré de "choc des cultures" pendant une certaine période après son arrivée dans le pays d'adoption. En outre, le "choc des cultures" découle d'un mode de vie nouveau et entièrement différent ainsi que de l'incapacité de vivre de façon aussi autonome que dans le pays d'origine. Il peut également s'agir de l'incapacité de communiquer aux amis et aux parents ses sentiments et ses réactions devant la vie dans un nouveau pays, Bien que le choc des cultures puisse devenir bouleversant à certains moments, la faculté d'adaptation peut faire la différence entre le bonheur et la dépression. Lorsque les gens visitent un autre pays ou y vivent pour la première fois, ils sont souvent surpris des différences qui existent entre leur propre culture et la culture de cet autre pays. La façon la plus courante de comparer deux cultures est d'examiner leurs différences, et non leurs similitudes. Ces différences culturelles rendent parfois les gens mal à l'aise, effrayés ou même instables. C'est ce qu'on appelle le "choc des cultures".

**Conclusion :** Aujourd'hui, le choc culturel est plutôt considéré comme une chance pour le développement personnel et comme une occasion de maturation. Bien sur, le choc culturel se présente comme une confrontation très stressante mais qui aboutit à une plus grande conscience de soi et de sa propre culture. Une conscience plus aigüe de sa propre culture signifie que l'on a une meilleure vue sur sa propre identité, la structuration de ses valeurs et son propre modèle de communication. Une meilleure conscience culturelle favorise la prise de conscience du fait que chaque culture possède sa propre cohérence et sa propre logique internes.

Organisation internationale non gouvernementale, la Société Africaine de Culture (SAC) affirme dans le préambule de son Acte constitutif son but et ses objectifs : « ...unir par des liens de solidarité et d'amitié, les hommes de culture du monde noir. Ces derniers, conscients de leur mission, entendent : créer ou favoriser, dans la crise

actuelle, les conditions nécessaires à l'épanouissement de leurs propres cultures ; coopérer au développement et à l'assainissement de la culture universelle. »



## **Littérature, culture et communication interculturelle: approche socioculturelle**

**par Mbaye SEYE (M.A.)**

**Elève-Professeur (Allemand)**

**Etudiant chercheur / Germaniste " FIBA-Referee**

Dans le contexte actuel de la mondialisation, les rapports entre les cultures deviennent de plus en plus étroits et revêtent toutes sortes de configurations : échanges, confluences, influences, frictions, voire conflits. La littérature, elle, demeure de loin un lieu emblématique où certaines questions portant sur la culture et la communication interculturelle sont posées et trouvent souvent une réponse. La littérature<sup>1</sup> constitue ainsi une excellente « passerelle », autrement dit un pont, entre les cultures puisqu'elle est de prime abord « un révélateur privilégié des visions du monde ». L'œuvre littéraire peut donc constituer une voie d'accès à des codes sociaux, à des visions du monde et à un être culturel au monde dans la mesure où elle représente une mosaïque expressive du désir de soi et de l'autre.

En outre, la littérature permet une confrontation avec l'altérité<sup>2</sup> « c'est-à-dire la reconnaissance de l'autre dans sa différence » et avec une autre perception du monde. Elle est un point d'appui pour l'étude des représentations des porteurs de cultures. Notons ici l'exemple du poète et homme de culture allemand Johann Wolfgang von Goethe pour une „Weltliteratur“<sup>3</sup> (littérature universelle): „*Ich sehe immer mehr, dass die Poesie ein Gemeingut der Menschheit ist und dass sie überall und zu allen Zeiten in Hunderten und aber Hunderten von Menschen hervortritt. Ich sehe mich daher gerne bei fremden Nationen um und rate jedem, es auch seinerseits zu tun. Nationalliteratur will jetzt nicht viel sagen, die Epoche der Weltliteratur ist an der Zeit, und jeder muß jetzt dazu wirken, diese Epoche zu beschleunigen.*“

Goethe disait à travers ce passage cité ci-haut que : je le paraphrase „Je vois toujours que la poésie est de plus en plus un bien commun de l'humanité et qu'elle apparaît partout et en tous temps dans des centaines et des centaines d'Hommes. Je me retrouve cependant avec plaisir au sein des autres nations et conseille à chacun de faire de même. Par conséquent, le concept de littérature nationale ne veut plus dire beaucoup maintenant, l'époque de la littérature universelle voit le jour et maintenant chacun doit, de son côté aussi, agir pour l'accélération de cette période ».

L'œuvre littéraire renferme souvent une représentation du monde, des valeurs partagées d'une culture à une autre, encore faut-il savoir comment mettre en exergue ce commun héritage par une pratique interculturelle d'une œuvre littéraire. L'Afrique est une société de conflits et de crises comme celle humaine. La cohabitation est souvent conflictuelle : « Viens on va cohabiter, signifie viens on va se quereller » (proverbe wolof). Les crises et conflits semblent avoir les mêmes causes que ceux sociaux. Par exemple les conflits sont souvent liés au plan géopolitique à trois aspects : le contrôle des ressources, le contrôle des espaces géographiques et la domination idéologique, culturelle, religieuse, ethnique, etc. Ils ont des fondements politiques, économiques,

---

<sup>1</sup> Littérature comme texte littéraire, musique, œuvre d'art, œuvre cinématographique, etc.

<sup>2</sup> Altérité et tolérance selon Jean-Louis Lascoux : « *ma liberté s'étend au travers de celle des autres* », <http://fr.wikipedia.org/wiki/Alt%C3%A9rit%C3%A9>, 03.4.2013 (14h 21)

<sup>3</sup> [http://www.goethezeitportal.de/fileadmin/PDF/db/wiss/epoche/boehler\\_raumstrukturen.pdf](http://www.goethezeitportal.de/fileadmin/PDF/db/wiss/epoche/boehler_raumstrukturen.pdf) (le 02.4.2013 à 17h30mns)

socioculturels et religieux, singulièrement : le contrôle politique et économique, le manque d'éducation, les inégalités et injustices sociales, la cohabitation culturelle et religieuse, la marginalisation économique de la femme et son statut social inconfortable etc.

Ces causes peuvent expliquer la forte présence de beaucoup de ces sous-thèmes dans la littérature africaine. Par exemple au Sénégal la présence des thèmes suivants : la colonisation, la polygamie, le dialogue interreligieux, la prostitution, l'analphabétisme, l'émigration, etc. chez pas mal d'auteurs sénégalais comme Mariama Bâ, Ken Bugul, Fatou Diome, Aminata Sow Fall.

Cependant il faut mentionner le rôle et l'importance de la traduction (aussi bien littéraire que filmique), car cette dernière permet une large diffusion des œuvres littéraires et cinématographiques. On peut noter ici l'exemple de Richard Friedenthal: „*Die Weltliteratur als Gemeingut der Menschheit verstanden, ist nicht nur die Summe der einzelnen Literaturen, sondern wird repräsentiert durch die Werke, die übersetzt wurden, und damit anderen Völkern anderer Sprachen zugänglich geworden sind*“<sup>4</sup>. Monsieur Friedenthal soutient à travers cette citation l'idée selon laquelle: „ Comprendre la littérature mondiale comme bien commun de l'humanité n'est, là, seulement pas la somme des différentes littératures, mais est la représentation des œuvres qui furent traduites afin qu'elles soient, dans d'autres langues, accessibles à d'autres peuples. »

A travers cette étude nous avons tenté de voir le rôle de la littérature notamment les œuvres des auteurs de la nouvelle génération dans le processus de la compréhension de l'autre et de la reconnaissance des différences entre les porteurs de cultures.

### **Note de synthèse**

Dans ce XXI<sup>e</sup> siècle, le débat sur la rencontre et le dialogue interculturels est devenu une réalité que personne ne peut ignorer, son actualité et sa pertinence représentent un réel enjeu stratégique pour les différents Etats contemporains. D'où l'importance d'interroger la nature de l'interculturel qui est, à notre sens, de deux sortes: il y a la réalité de l'interculturel que n'importe quel examen des faits sociaux peut faire ressortir, mais aussi l'interculturel comme structure sous-jacente à un projet politique ou utopique de ce qui est souhaité, de ce qui est recherché : dialogue des civilisations, entente entre les peuples, découverte de l'autre, génération des lois et des références juridiques communes, reconnaissance et légitimation des différences, etc. A travers la littérature, de par tous ses différents genres, l'Afrique à l'épreuve de la globalisation parvient, dans un difficile contexte socioculturel, à jouer un éminent rôle favorisant non seulement une rencontre des cultures, mais aussi un réel dialogue interculturel pour faire face au choc des cultures.

---

<sup>4</sup> Friedenthal, Richard: „Übersetzte Werke repräsentieren die Weltliteratur in Übersetzen: Vorträge und Beiträge vom internationalen Kongress Literarischer Übersetzer in Hamburg, 1965. Herausgegeben von Rolf Italiaander, Athenäum Verlag. Frankfurt am Main, 1965. S. 23

## Les cultures locales africaines face aux medias transnationaux

**par Denise Mongono**  
**Journaliste, étudiante en communication**

La mondialisation, thème qui nous réunit ce jour, est certainement l'une des caractéristiques majeures de notre temps. Car jamais dans l'histoire on a en effet observé une telle interdépendance entre les quatre coins du monde. On a souvent tendance à présenter ce phénomène sous son aspect économique en oubliant que cette mondialisation n'existerait pas sans les techniques de l'information et de la communication elles-mêmes générées par la société de l'information. La mondialisation nous est présentée comme un moyen de rapprochement des peuples et de leurs cultures. Mais le débat actuel nous présente la mondialisation comme destructrice des cultures singulières au profit d'une culture globale et hégémonique imposée notamment par les Etats-Unis, ce que les médias ont coutume d'appeler la culture de masse, elle-même véhiculée par les mass media à savoir le cinéma la télé la radio, la grande presse en un mot.

Qu'est ce que la culture de masse ?

Selon Wikipédia, la culture de masse désigne une forme de culture liée à la société contemporaine ; elle est souvent associée à une société de consommation où une grande part des rapports entre les hommes sont fondés ou régis par des processus économiques et où la consommation et les volontés des entreprises deviennent des phénomènes de société. Il s'agit donc d'une forme de culture destinée au plus grand nombre, et ayant de puissants soutènements économiques. Ces processus institutionnalisent les modes de vie et sont aujourd'hui fortement liés aux processus de mondialisation. Il faut donc retenir dans cette définition que la culture de masse a un soutien économique. Elle ne repose ni sur les systèmes de valeurs, ni sur les traditions et les croyances ni sur les droits fondamentaux de l'être humain. Donc ce n'est pas fortuit de voir les marques de cubes bouillons jumbo, Maggi...sponsoriser les telenovelas qui passent sur nos chaînes africaines, ce n'est pas non plus fortuit de voir des grandes firmes industrielles américaines sponsoriser le cinéma Hollywoodien...

De nos jours, cette culture de masse liée à la société de consommation est fortement décriée par beaucoup de chercheurs en sciences de l'information et de la communication et considérée comme une culture abêtissante et faisant un citoyen dépendant des industries de consommations qui lui imposent la façon de vivre et créent un manque d'imaginaire et une uniformisation de la culture.

En Afrique ses conséquences sont dévastatrices et menacent nos cultures locales.

"L'Afrique a l'épreuve du choc des cultures": ce sous thème qui nous concerne pour ce présent exposé, nous amène à nous intéresser aux nouveaux canaux de transmission de la culture en Afrique du 21ème siècle ; je veux nommer les médias de masse c'est à dire le cinéma, la télévision et la radio.

Nous allons nous intéresser aux travaux de Raoul Germain Blé, auteur de l'article « De l'influence de la télé. Point de vue africain ». Ce Docteur en sciences de l'information porte un regard critique sur l'impact des médias transnationaux en Afrique, je cite :

« La tradition orale si chère à la civilisation africaine se meurt dans de nombreuses maisons où chaque soir, en face du téléviseur, les membres d'une même famille ne se parlent plus, car leur attention est essentiellement accaparée par l'écran vers lequel vont finalement converger tous les regards et toutes les préoccupations. Les visites si appréciées entre parents et entre amis se font de plus en plus rares car personne ne veut manquer son feuilleton préféré ou un match de football retransmis à la télévision ».

Avec la mondialisation, la libre circulation de l'information est un réel pouvoir pour ceux qui détiennent les moyens de communication leur permettant d'inonder toute la planète de leurs messages. Les reportages sur l'Afrique sont presque toujours transmis par le biais de la coopération, par des chaînes France 24, et CNN ou la radio RFI ; ces médias nous présentent naturellement la version française de l'événement. Ainsi, les conflits en Afrique sont portés à la connaissance des populations de l'espace francophone d'Afrique à travers le prisme des médias français, privilégiant certains éléments qu'un journaliste africain aurait peut-être négligés et en omettant d'autres qui auraient intéressé les Africains. La mainmise occidentale sur les systèmes de communication entraîne une certaine homogénéisation de la culture et la destruction des cultures locales. Dans le même sens, Serge Latouche fait une remarque pertinente, je cite: « N'ayant plus d'yeux pour se voir, de paroles pour se dire, de bras pour agir, la société blessée adopte le regard de l'autre, se dit avec la parole de l'autre, s'agit avec les bras de l'autre (...), que lui reste t-il quand ses dieux sont morts, que ses mythes sont faibles, que ses exploits sont impuissants et inutiles ? La société non occidentale ne peut plus que se découvrir dans une nudité insensée, telle que l'Occident l'a décré-tée.»

### **Impérialisme culturel et médias: les cultures locales africaines face aux médias transnationaux**

Depuis plus de 50 ans que l'Afrique est indépendante, grâce à la magie de la télévision, les cultures occidentale et asiatique pour les séries hindou arrive directement dans chaque famille à travers les feuilletons importés. Le cinéaste sénégalais Sembène Ousmane, dans le Courrier de l'Unesco, traduit bien la situation quand il dit : « A l'époque coloniale, la terre était occupée mais l'homme, lui, avait l'esprit libre. Mais avec la télévision, c'est l'occupation mentale. A l'intérieur de la case, on introduit une autre culture, une conception différente des choses. Le modèle de société proposé par les aïeux vole en éclat ».

Cela nous amène à nous poser la question suivante : Qu'est-ce que «la mondialisation»? Selon Raoul Germaine Blé, c'est l'aliénation qui accompagne tout phénomène de culture de masse en Afrique. Dans ce sens, c'est «la victoire de l'Occident sur les autres peuples».

Toute l'Afrique est devenue aujourd'hui un dépotoir où l'on répand la littérature industrielle du rêve occidental où l'on juge les cultures et les civilisations dans une optique typiquement occidentale. A tel point que le modèle de développement idéalisé est celui de l'Europe, comme si l'histoire et la culture des peuples n'avaient pas d'incidence sur les notions de progrès et de bien-être.

Les technologies de l'information sous sa forme transnationale? La production des films, la commercialisation des programmes télévisés, le monopole des agences de presse et la multiplication des stations de radiodiffusion sans frontières sont autant de sources de distorsion et de propagande en faveur d'un ordre de valeurs souvent générateur de l'aliénation culturelle. Les jeunes dansent au rythme du rap, importé des Etats-Unis d'Amérique, on se coiffe on s'habille à la manière des stars américaines, françaises ou même indiennes (Vaïdéy). Le textile local est donc abandonné au profit des habits importés, les cheveux naturels sont cachés au profit des cheveux synthétiques. Ce qui est vu ou entendu à la télévision devient la meilleure référence chez le commun des téléspectateurs. Ainsi il n'est pas rare de rencontrer des jeunes qui sont complètement déconnectés des réalités culturelles de leur pays. L'occident apparaît cependant comme le meilleur monde où il faut vivre ; et l'homme blanc comme l'être parfait à imiter.

Cette aliénation associée au concept de la « modernité » va jusqu'au reniement de soi et de sa propre culture : les filles se dépignent la peau et se coiffent à l'occidentale.

### **Les conséquences socio-économiques de l'impérialisme culturel**

Cela s'explique par le délaissement de la production locale au profit des produits importés. Un manque d'imaginaire chez les artistes, un manque de créativité chez les jeunes, une émigration croissante des jeunes vers les pays occidentaux qu'ils considèrent comme l'Eldorado. Conséquence : l'économie nationale dépend fortement de l'importation, pire, même les produits qui constituent l'alimentation de base sont importés.

Raoul Germain Blé docteur en science de l'information de la communication et enseignant à l'université de Cocodi dans son article « De l'influence de la télé : un point de vue africain analyse cette situation de la sorte : « l'aliénation accompagne ainsi de nos jours tout phénomène de culture de masse, parce qu'elle constitue, pour les industries, le seul moyen de créer des clients potentiels en dehors de leurs territoires nationaux. C'est pourquoi les sociétés capitalistes qui véhiculent la plupart des séries à succès ont des équipes spécialisées pour adapter les messages à l'audience la plus interchangeable possible. Nous comprenons pourquoi les feuillets américains ont autant de succès dans tous les pays du monde. D'autre part, quand on analyse ces industries, on se rend compte que les grandes entreprises de production audiovisuelle ne sont que des départements de sociétés multinationales plus vastes, alors que les pays africains sont pauvres. Face à cette « machine » capitaliste de production, les pays africains ne font pas le poids et le danger est grand car en projetant « Dallas », « Champs-Élysées » et autres sur les écrans des populations démunies de Niamey, Conakry, Bamako, Bangui, Douala etc., on les invite à s'éloigner de leurs vraies pré-occupations. La preuve, les productions nationales sont marginalisées au profit des produits américains et européens.

Conclusion : Au rendez-vous du donner et du recevoir culturel, les choses semblent ne plus marcher comme elles se doivent. Le choc culturel, ce « sentiment de profonde désorientation qu'éprouvent les personnes et les groupes mis soudainement en

contact avec un milieu culturel dont les traits se révèlent inconnus, incompréhensibles, menaçants », a provoqué dans nos sociétés modernes des grandes mutations laissant place soit à l'érosion des valeurs morales, soit à la perte d'identité culturelle, à la dépersonnalisation et au déséquilibre interne qui rendent difficilement maîtrisable l'avenir culturel de certains peuples.

Au rythme du brassage culturel, on est porté à croire qu'à la longue, la culture des peuples africains en particulier risque de disparaître du fait de sa marginalisation, de son abandon par la complicité des Africains eux-mêmes au profit de la culture occidentale. Le choc culturel a apporté un déplacement de sens : les Africains ne sont plus eux-mêmes parce que victimes d'une aliénation culturelle causée par la culture étrangère qui a fini par endormir les consciences et par jouer le rôle de « l'opium du peuple » au point de constater avec Emmanuel MOUNIER que : « La plupart des Noirs ont honte d'être noirs, une honte secrète qu'ils ne font pas leur, mais qui hante jusqu'à leur fierté. ». Ce constat est pertinent, car nombre d'Africains se réclament Français ou Anglais et fuient leur identité culturelle quotidiennement. Même les journalistes censés comprendre le langage des médias n'en font pas exception, sacrifiant les habits traditionnels, l'accent local contre des costumes et le parler parisien.

Je termine par la célèbre citation de Cheikh Anta Diop, tirée de son ouvrage "Civilisation et barbarie" :

« Ainsi l'impérialisme, tel le chasseur de la préhistoire, tue d'abord spirituellement et culturellement l'être, avant de chercher à l'éliminer physiquement. La négation de l'histoire et des réalisations intellectuelles des peuples africains noirs est le meurtre culturel, mental, qui a déjà précédé et préparé le génocide ici et là dans le monde ». *Cheikh Anta Diop, "civilisation et barbarie", présence africaine, paris 1981, page 10.*

## **PERTES DE REPERES: PISTES DE REFLEXIONS SUR DES SOLUTIONS HARMONISEES ET L’AFFIRMATION DE L’AFRIQUE FACE AUX CHOCS DES CULTURES DANS LA MONDIALISATION**

**par Amon Rémy MALLET**

**Journaliste Web. Blogueur; Étudiant en Communication**

Les bouleversements qu’a connus l’Afrique sont multiples. Les exposés qui précèdent ont montré comment sur tous les domaines, notre cher continent a été longuement éprouvé.

La technique pour y arriver était très simple. Montrer que ce qui vient de l’extérieur est mieux que ce que nous avons. C’est le début de la valorisation de l’autre au détriment de notre culture.

Et pour ce faire, il y a eu les enseignements. Des enseignements qui au début n’étaient que de l’endoctrinement avec sa dose idéologique. Nous faisant croire que les valeurs que nous véhiculions n’étaient pas soutenables. Que les Dieux en qui nous croyons étaient des fétiches, pas le Dieu unique qu’ils prônaient. Cela dit, ils ont bénéficié de l’approbation de certains chefs. Mais la résistance portée par des personnes qui avaient envie d’affirmer une réelle culture a tout bonnement échoué.

Sur le plan religieux, en Afrique si nous ne sommes pas chrétiens, nous sommes musulmans. Nous savons tous que ce sont des religions sont importées soit de l’Arabie ou encore de l’occident. Nous n’ignorons pas aussi que toute religion est vectrice de culture et de civilisation.

Ces civilisations ont su s’affirmer de telle sorte que le combat que nous menons aujourd’hui de manière endogène reflète les différences idéologiques exogènes. C’est-à-dire des contradictions qui appartiennent à d’autres sphères géographiques et qui se répercutent sur nous à cause d’une passivité active. Elles développent leur langue tandis que nous suivons comme si notre salut venait d’ailleurs.

Il ne s’agit pas pour moi de faire dans la victimisation. Oh non, ce n’en est pas une. Mais pour poser un débat il faut situer l’histoire car «nul n’a le droit d’effacer une page de l’histoire d’un peuple car un peuple sans histoire est un monde sans âme».

Nous avons donc emprunté le chemin tracé par les colonisateurs et «civilisateurs» pensant que c’est sur ce chemin que nous atteindrons le bien-être pour notre société.

Et tout cela, au détriment de ce qui nous était le plus cher. Comme aveuglé par ce qui est étranger on adopta tout, car on nous a fait croire que tout ce qui venait d’ailleurs était mieux.

Et aujourd'hui, dans le contexte de la mondialisation qui œuvre pour le «Tout Un», notre africanité est plus que mise à l'épreuve. Nous devons faire face au contexte global de la pensée unique. L'explosion des technologies de l'information et ce qu'elle a pu avoir comme conséquences dans les mentalités, les flux migratoires qui ont conduit à briser les frontières affectent considérablement la culture africaine, si cela ne bouleverse pas nos repères traditionnels.

Il y a un fort risque aujourd'hui d'une uniformisation et d'une domination culturelle de ce qui ont plus de moyens que d'autres

La mondialisation et son corollaire d'effet sur la culture africaine doit nous faire comprendre un retour aux valeurs. L'acculturation est tellement élevée que nous devons nous affirmer. Il faut en effet l'affirmation totale de nos valeurs car nous savons désormais que les cultures importées manquent d'humanisme. Les sociétés dominantes véhiculent des modes de pensée qui ne sont pas toujours en phase avec nos réalités.

Aujourd'hui, nous sommes allés tellement loin qu'il nous est difficile de sortir et nous sommes comme piégés dans une sorte de dualisme. Ce dualisme, en ce qui concerne notre thème, nous le retrouvons au plan socioculturel où il prend un caractère nettement conflictuel.

Il oppose, en effet, nos références socio-culturelles traditionnelles aux modèles qui régissent "l'occidentalisme", acculant l'Africain à une évasion permanente, souvent inconsciente, mais toujours plus dramatique, par rapport à son propre univers culturel, à ses propres normes sociales.

Et ces normes occidentales nous ont atteints psychologiquement en affectant notre personnalité en conflit culturel ouvert.

L'intervention du monde extérieur ne peut que contribuer à accentuer ce tiraillement dramatique.

### **Comment faire pour s'affirmer dans un monde culturel globalisé?**

On serait tenté de penser qu'il faudrait résoudre cette tension par un retour pur et simple à la tradition par un refus catégorique de la modernité considérée par la plupart comme la négation de la tradition, comme la photocopie certifiée conforme de l'occidentalisme dans tous les aspects où celui-ci se manifeste : aspects politiques, religieux, économiques, techniques et socio-culturels.

Mais, il ne s'agit pas, en effet, pour nous de refuser les leçons que peuvent nous apporter les expériences extérieures, notamment l'expérience européenne sur la voie de la modernité économique, technique, juridique et politique. Je crois que nous devons vulgariser et préserver nos valeurs qui sont la solidarité, le respect des aînés, la famille etc. Il ne suffira pas de les défendre, il va falloir y croire, pour cela il faut développer le «ngueum sa bopp» (la confiance en soi). Ce sera seulement quand nous allons nous enraciner dans notre passé que nous allons inventer notre futur.

Oui, il va falloir créer, inventer donc innover et refuser de copier un quelconque modèle. Le monde n'attend pas que nous fassions une imitation caricaturale de ce qui est fait à l'étranger.

Mais réservons-nous, dans ce passage de la tradition à la modernité, à toutes les valeurs ethniques, politico-juridiques et socio-culturelles de l'Afrique de toujours? C'est une question à laquelle nous devons tenter d'apporter une réponse satisfaisante dans les débats que nous allons engager pour tenter de voir naître une société africaine moderne et cohérente.



## **Contribution:**

### **L'impact politico-juridique du choc des cultures au Sénégal**

Quelle place pour l'Afrique dans la mondialisation ? L'Afrique trouve-t-elle réellement son compte dans la mondialisation ? Au fait, qu'est-ce que la mondialisation ? Nous est-elle applicable sous tous ses aspects ? Bonnes questions dirais-je.

En effet, ces interrogations taraudent de plus en plus les peuples Africains au premier rang desquels, l'élite intellectuelle et nous autres jeunes étudiants.

Cette série de questionnements est justifiée si l'on sait que le terme « mondialisation », bien qu'étant apparemment simple et aisément perceptible, renferme en lui une complexité qui ne dit pas son nom car incluant une conduite à tenir face à la communauté internationale et impliquant des conséquences sur le plan politique, économique, juridique, social, culturel, et j'en passe.

Tous ces points peuvent parfaitement faire l'objet d'une étude spécifique. Cependant, notre réflexion portera exclusivement sur l'impact politico-juridique du choc des cultures dans notre pays.

La mondialisation désigne, au sens originel du terme, l'internationalisation de l'ensemble des facteurs économiques, financiers et commerciaux. Donc sa cible première est le secteur économique. Cependant, au fil des années, cette théorie de la mondialisation étend partout ses tentacules. En effet, la mondialisation ayant permis l'accélération des échanges commerciaux entre les peuples, a favorisé de facto un brassage socioculturel entre ces derniers qui a pour corollaire un choc des cultures. Cette réalité des temps modernes n'est pas sans conséquences dans nos pays africains particulièrement au Sénégal. Elle engendre une panoplie de comportements réprimés par nos cultures traditionnelles et voudrait que l'on cautionne, au nom de la modernité ou de l'évolution des mentalités, une pratique estampillée ignoble, malsaine et frappée dans notre société par le sceau du bannissement ; j'ai nommé l'homosexualité.

Il nous est actuellement impossible de traiter de la question du choc des cultures dans notre pays en faisant fi de celle de l'homosexualité car cette dernière a fini de défrayer la chronique. En effet, elle a occupé une large place dans les médias ces dernières semaines. La presse a ainsi fait état de l'existence de lobbies dont le but est de procéder par forcing pour faire passer à l'Assemblée Nationale des lois pro-homosexuelles telle que la dépénalisation d'une telle abjection. Vrai ou faux ? Je donne ma langue au chat.

En tout cas une chose reste certaine : ce n'est pas la première fois que de telles allégations sont soutenues par la presse.

Excellence Monsieur le Président de la République qu'en dites-vous ?

Cette question de la dépénalisation de l'homosexualité s'était déjà déposée sous le magistère du Président WADE et elle est aujourd'hui posée au Président Macky SALL. Cette situation m'inspire principalement deux réflexions :

Premièrement, je m'étonne de constater cette démarche qui consiste à poser la même question aux différents régimes qui se succèdent à la tête du pays en n'écartant pas la

possibilité d'obtenir des réponses différentes. Comme si, après une alternance politique, les nouvelles autorités en place seraient issues d'une société autre que celle sénégalaise qui réprovoque cette pratique.

Deuxièmement, je me demande bien pourquoi, tout d'un coup, tout ce remue-ménage. Surtout si l'on sait que nos lois et règlements sont parfaitement clairs et traitent de cette question sans ambages. Prenons quelques exemples pour illustrer notre propos :

## Constitution de la République du Sénégal

### PREAMBULE

Le peuple du Sénégal souverain,

- PROFONDÉMENT attaché à ses valeurs culturelles fondamentales qui constituent le ciment de l'unité nationale ;
- L'article 100 du code de la famille définit le mariage comme étant l'union solennelle entre un homme et une femme en vue de fonder une famille. Et l'article 111 du même code précise les conditions de fond, liées au sexe et à l'âge, qui rendent valable un mariage selon la législation sénégalaise.
- L'article 17 de la constitution renchérit en disant que le mariage et la famille constituent la base naturelle et morale de la communauté humaine. Ils sont placés sous la protection de l'Etat.
- L'article 319 du code pénal punit les délits d'attentat à la pudeur, actes impudiques, et actes contre nature de peines privatives de liberté ; entendez par là, peines d'emprisonnement.

C'est dire que la dépénalisation de l'homosexualité au Sénégal est synonyme d'une démolition volontaire d'un pan entier de notre législation à commencer par l'alinéa premier du préambule de la constitution c'est-à-dire la première ligne de notre charte fondamentale ; préambule qui constitue un exposé des motifs, des principes fondamentaux et des buts poursuivis. Et en l'espèce, le but consiste à réitérer l'attachement du peuple Sénégalais souverain à ses valeurs culturelles fondamentales, ciment de son unité nationale.

Il apparaît en définitive que l'impact politico-juridique du choc des cultures au Sénégal peut être résumé ainsi : pression sur nos gouvernants, parlementaires en l'occurrence, par des lobbies pour légiférer des pratiques qui heurtent nos mœurs et menace d'effondrement d'une bonne partie, si ce n'est l'essentiel, de notre législation. Et nous ajoutons, en définitive, que ceux qui soutiennent que la question de l'homosexualité n'est qu'une simple « orientation sexuelle » (allez savoir ce que cela signifie) et non une déviance sexuelle, ne font qu'un glissement sémantique car le

mal, son origine et ses conséquences restent entiers. Nous pouvons cependant leur concéder cette terminologie car à ce niveau il n'y a pas de quoi fouetter un chat. Par contre ce qui est et demeure inadmissible à nos yeux, c'est quand on nous parle de choix de vie personnel n'ayant aucun impact majeur sur la société pour tenter de justifier l'injustifiable.

En effet, hormis l'enjeu politico-juridique que nous avons fini de démontrer, la question de l'homosexualité renferme un aspect sanitaire : le taux de prévalence du VIH / SIDA, sur le plan national, est de plus de 21% (environ 21,8%) chez les homosexuels contre moins de 1% (0,7% environ) chez la population hétérosexuelle. Ces statistiques qui émanent de sources médicales habilitées se passent de commentaires. Nous relevons toutefois qu'elles s'expliquent par la manière dont l'acte homosexuel se réalise c'est-à-dire la sodomie (pénétration sexuelle anale) qui, faite sans protection, augmente de façons très considérable le risque d'infections (MST, IST, VIH / SIDA) par rapport à l'acte hétérosexuel fait sans protection. La spécificité de la physiologie de l'anuser est pour beaucoup car des recherches scientifiques ont prouvé que les cellules par lesquelles passe le VIH pour contaminer le corps humain sont plus nombreuses dans l'anuser que dans n'importe quelle autre partie du corps. A la lumière de notre étude, ce questionnement s'impose :

- Qu'est-ce que c'est que cette mondialisation qui nous impose de tout accepter même lorsque c'est contre nos valeurs culturelles ?
- Qu'est-ce que c'est que cette mondialisation au nom de laquelle notre seuil de tolérance est modulable et modulé à volonté par ceux qui la théorisent ?
- Avons-nous le droit de laisser nos valeurs, lois et règlements s'effondrer et notre cohésion nationale menacée, à cause des caprices d'une minorité qui refuse de s'intégrer dans la marche normale des choses décidée par le Tout Puissant ?
- Devons-nous accepter que la volonté d'une infime minorité soit imposée à l'écrasante majorité, bafouant ipso facto l'une des règles primordiales de la démocratie qui veut que la majorité l'emporte ?

Nous vous invitons, enfin, à méditer cette parole de sagesse que nous a soufflée à l'oreille un sage de chez nous :

« Mon fils, tout jeune respectueux de nos valeurs culturelles et traditionnelles doit toujours avoir cette phrase à l'esprit : tout m'est possible mais tout ne m'est pas permis. » fin de citation.

Vous et moi, nous tous sommes interpellés.

**par Christian Nicolas TENDENG**  
**Boursier de la fondation Konrad ADENAUER**

## **2. L'APPORT DE L'AFRIQUE DANS LE COMMERCE MONDIAL**

par:

**Seydina Bilal DIALLO**  
**Aida Mamadou DIOP**  
**Marthe Eliane DIOUF**

### **Introduction**

Le commerce international fait intervenir différentes régions du globe. L'importance de l'apport d'une région dans le marché mondial traduit son niveau de développement. L'Afrique, un continent qui regorge plein de ressources participe évidemment à ce commerce, mais à une moindre mesure. D'où les interrogations : quel est l'apport de l'Afrique dans le commerce mondial ? Que faut-il à l'Afrique pour s'imposer économiquement ?

La réponse à ces questions nous permettra de voir l'évaluation globale de l'économie africaine dans le marché mondial. Ensuite l'Afrique face à la mondialisation des marchés. Enfin, les clés d'une participation effective et bénéfique de l'Afrique.

### **I- Evaluation globale de l'économie africaine dans le marché mondial**

Le travail consistera à retracer la place qu'occupe l'économie africaine à l'échelle mondiale, mais également à évaluer la valeur de certains produits africains dans le commerce mondial. L'environnement des affaires sera évoqué en dernier lieu tout en se fondant sur le rapport doing business de 2013.

#### **• La place de l'Afrique à l'échelle mondiale**

Selon le rapport de l'organisation mondiale du commerce (OMC) de 2012, les exportations de marchandises des membres de l'OMC ont atteint un total de 16 700 milliards de dollars en 2011.

Un classement des économies a été en même temps établi. Celui-ci a été élaboré en différentes tranches spécifiant le niveau économique de chaque région du globe. Il en ressort que l'Afrique figure dans la dernière tranche qui regroupe les économies dont le commerce mondial de marchandise est estimé entre 0 et 250 milliards de dollars; loin des grandes puissances et des nouveaux pays industrialisés (entre 500 et plus de 1000 milliards de dollars).

Quant aux exportations de services des membres de l'OMC, elles ont atteint un total de 4030 milliards de dollars en 2011. On retrouve quasiment le même schéma que dans le commerce de marchandises. L'économie africaine est globalement logée chez les économies dont les valeurs sont évaluées entre 0 et 25 milliards de dollars, alors que les puissances économiques tablent entre 50 et plus de 100 millions de dollars.

Cependant, il faut relativiser à ce niveau puisqu'il ya certains pays africains qui sortent du lot avec des chiffres tournant entre 25 et 50 milliards de dollars, si on se réfère au classement par pays et non par région économique. Il s'agit de l'Afrique du Sud, du Nigéria et de l'Égypte.

Il faut noter également qu'il y a eu une augmentation de 11% des exportations mondiales de services commerciaux en 2011. Mais aucune augmentation n'a été relevée en Afrique (0%, augmentation des exportations de services commerciaux de l'Afrique en 2011).

- **Statistiques de certains produits du commerce de marchandise en 2011**

**Les exportations de produits agricoles** représentent 59 milliards de dollars en Afrique, soit 10% de ses exportations totales de marchandises. Les exportations mondiales s'élevaient à 1660 milliards de dollars.

Il faut retenir que sur les 59 milliards de dollars, la valeur de 25 milliards est réservée à l'Europe, 12 milliards à l'Afrique, 11 milliards en Asie, 4 milliards en Amérique du nord.

**Les combustibles et produits des industries extractives** s'élevaient à 382 milliards de dollars. Ils ont augmenté de 15%, représentant 64% des exportations africaines. Les exportations mondiales tournent autour de 4008 milliards de dollars.

Les exportations vers l'Europe sont évaluées à 127 milliards de dollars, 115 milliards vers l'Asie, 87 milliards en Amérique du nord, et rien que 27 milliards pour l'Afrique.

**Les textiles** symbolisent 0,5% des exportations africaines de marchandises et 3,5% des importations. Ce qui est paradoxal, si l'on sait que l'Afrique est un continent producteur de coton.

- **Le climat des affaires en Afrique**

Suite à une étude du rapport doing business de 2013, on peut déduire que l'environnement des affaires en Afrique n'est pas des meilleurs ; puisque dans le classement du rapport doing business, on peut relever que sur les cinquante premiers pays où le climat des affaires est favorable aux investisseurs, on retrouve deux pays africains, l'Ile Maurice (19<sup>ème</sup>) et l'Afrique du Sud ((39<sup>ème</sup>)).

Ce rapport est établi en tenant compte de la facilité de faire des affaires, de la flexibilité des procédures. Il s'agit notamment des conditions d'obtention de toutes les licences et tous les permis nécessaires, mais aussi de l'accomplissement auprès des autorités concernées, de toute formalité requise pour l'entreprise et ses employés, y compris les notifications, vérifications ou inscriptions.

Au vu de tous ces chiffres, on peut affirmer que l'Afrique a un poids insignifiant dans le commerce mondial. Beaucoup de pays africains, malgré leur appartenance à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) censée les aider à accélérer leur développement économique avec sa politique de libéralisation toujours plus grande du commerce international, se sentent mis au ban du marché occidental qui ferme la porte à leurs produits. A chaque fois qu'on note des progrès de l'économie africaine c'est souvent dû à l'explosion des prix du pétrole et des produits non manufacturés. Et cela n'affecte pas grandement la situation économique globale. Pourtant, l'Afrique a en face un autre défi, la mondialisation.

## **II-L'Afrique face à la mondialisation des marchés**

Économie post-industrielle, société post-capitaliste, nouvelle économie... Depuis une vingtaine d'années, plusieurs expressions ont été utilisées par les économistes et les sociologues pour désigner les changements au sein du système économique mondial. Aujourd'hui, le terme mondialisation des marchés désigne l'intégration croissante des économies nationales à l'économie mondiale sous l'impulsion des politiques de libéralisation du commerce, de la multiplication des échanges commerciaux et financiers ainsi que du développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Dans ce contexte, L'Afrique qui dans les années 60 ne signifiait rien, se trouve aujourd'hui courtisé par les colosses du 21<sup>ème</sup> siècle en particulier les Etats-Unis, la Chine, l'Inde en plus bien entendu des amis d'hier, de la Franceafrique et du Commonwealth. L'Afrique s'éveille, courtisée par les grands.

Durant le demi-siècle écoulé, l'Afrique a accompli globalement une réelle mutation. Elle paraît malgré une certaine marginalité économique et un déclassement géopolitique, qui l'a longtemps laissé à l'écart de la mondialisation, elle paraît en ce début du 21<sup>ème</sup> siècle avoir renoué avec la croissance qui a été au cours de ces dernières années à un taux annuel moyen supérieur à 5%. De nombreux facteurs sont à l'origine de cette intégration progressive de l'Afrique au « village planétaire ». Le renforcement de l'intérêt porté par certains grands pays a permis de créer un véritable eldorado africain. Le pétrole représente le tiers des importations totales de la Chine, le commerce bilatéral avec ce pays en fait le deuxième partenaire commercial de ce continent avant la France et après les USA. L'Afrique du Sud « géant de l'Afrique » est l'un des premiers exportateurs mondiaux de charbon, détient des réserves d'or, de platine etc. (pays devenu acteur majeur de l'Afrique puisque avec 45 millions d'habitants dispose d'un PNB d'environ 130 milliards de dollars, soit le quart du PIB de l'ensemble du continent). Le Nigeria, l'Angola respectivement 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> producteurs de pétrole de l'Afrique Subsaharienne ont représenté en 2007 les deux tiers des importations chinoises d'Afrique (l'Algérie étant au nord du continent à égalité avec le Nigeria quant à la production du pétrole). La Chine a également trouvé un marché prometteur pour ses entreprises (déjà premier partenaire commercial de l'Egypte et de l'Afrique du Sud) avec des produits adaptés au pouvoir d'achat de nombreuses populations africaines.

Malgré cette forte croissance, malgré les nombreuses ressources naturelles dont dispose le continent "nègre", l'Afrique ne représente que 3,3% du commerce mondial. Ce qui constitue un paradoxe.

Plus récemment, le Brésil avec la moitié de sa population (90 millions), revendiquant ses origines africaines, s'oriente vers ce réservoir de matières premières et souhaite promouvoir en Afrique ses technologies dans les biocarburants, l'agriculture tropicale, etc.

Brésil et en particulier Nigeria ont été les promoteurs de cette nouvelle coopération prometteuse parallèlement à l'association des pays lusophones créée pour définir de nouveaux axes de coopération.

Malgré cette grande dynamique baptisée « l'exception africaine » et l'intérêt croissant des puissances aux matières premières africaines grâce à un contexte stratégique mondial nouveau et malgré des chiffres flatteurs sur le plan macroéconomique (6,7% de croissance du PIB en 2007) et malgré la hausse des cours des minerais et du pétrole, l'envolée des produits alimentaires et une démographie au record planétaire (5,5 naissances par femme en moyenne) ont anéanti les avantages capitalisés. A cela sont venus s'ajouter les effets de la crise mondiale qui frappe plus violemment les

pays pauvres (chute des investissements étrangers, baisse des transferts des migrants, fuite des capitaux, baisse sensible des recettes d'exportation des matières premières etc.) Les évasions des capitaux africains ont représenté dans les années 90 plus que le montant de la dette ; 300 milliards de dollars contre 215 milliards de dollars. Une partie des 200 000 africains habitant les USA détient entre 700 et 800 milliards de dollars dans les centres financiers de la planète. Ainsi, les flux liés à l'argent sale ont dépassé les 1000 milliards de dollars en 2007. Il est ainsi évident que cette Afrique plurielle comprend des pays à écarts de revenus par habitant absolument considérable dépassant en PPA les 19 000 dollars en Guinée Equatoriale, et plus de 6000 dollars en Afrique du Sud, au Botswana, au Gabon, à l'Ile Maurice, les 8000 à 9000 dollars en Libye et dans les Iles Seychelles mais seulement 200 dollars en Guinée Bissau, 250 dollars au Malawi et moins de 150 dollars au Libéria, en République Démocratique du Congo ou au Burundi.

35 pays les moins avancés du monde sont africains et sont caractérisés par l'extrême pauvreté de leur population, la multiplicité des crises alimentaires et des conflits et des catastrophes sanitaires outre les retards dans le développement humain.

5 pays seulement ont plus que triplé leur revenu par tête entre 1960 et 2005 (Botswana, Lesotho, Ile Maurice, Maroc et Tunisie). 9 pays par contre ont en 2005 un revenu inférieur à celui de 1960 (Centrafrique, Libéria, Madagascar, Niger, R.D du Congo, Sierra Leone, Somalie, Tchad, Zimbabwe). Il est également à noter qu'en 2006, 23 pays sur 53 ont réalisé un taux de croissance du PIB supérieur à 5% contre seulement 14 en 1990.

Cette Afrique de la jeunesse où 60% de la population a moins de 20 ans vit aujourd'hui les conditions les plus difficiles de son histoire, que les multiples institutions et organisations économiques régionales et sous régionales du continent ont du mal à en promouvoir le développement (pas moins d'une douzaine d'organisations dont les deux plus importantes demeurent l'Union Africaine et le NEPAD à côté des : CEDEAO, CEEAC, IGAD, SADC, UMA, UEMOA, CEMAC, COMESA, EAC, SACU). Toutes ces institutions nécessitent incontestablement une réorganisation et une nouvelle mobilisation autour d'objectifs précis liés à la nouvelle conjoncture mondiale économique et politique.

Cette Afrique paradoxale aux énormes besoins où les seuls Maghreb et Afrique du Sud représentent 36 et 40 % de son PIB, soit les trois quarts à eux deux, est mondialisée et tout à la fois assise sur le bord du Monde. Le grand historien du continent, Joseph Ki-Zerbo définit ainsi la situation : « Je pense que nous pouvons difficilement prendre une place dans la mondialisation, parce que nous avons été déstructurés et que nous ne comptons plus en tant qu'êtres collectifs. Si vous comparez le rôle de l'Afrique à celui des Etats-Unis, vous verrez les deux pôles de la situation dans la mondialisation : entre les « mondialisateurs » que sont les Américains et les mondialisés que sont les Africains qui ironisent, ils produisent à peine un bic... chaque bien importé ajoute-t-il est une aliénation culturelle ».

### **III- Les clés d'une participation effective et bénéfique de l'Afrique**

- surpasser le défi lié à la mondialisation des marchés

La mondialisation qui se veut une intégration planétaire des phénomènes économiques, écologiques, financiers et culturels entraîne ainsi dans sa logique le commerce mondial. Ainsi quand on parle de mondialisation on fait allusion à une globalisation financière avec la création d'un marché planétaire des capitaux et l'explosion des fonds spéculatifs. Le commerce mondial a ses exigences et il n'est pas permis à tous pays de bien s'y mouvoir. Etant donné que l'Afrique regroupe l'essentiel des pays pauvres, il lui faudra établir des actions concrètes pour relever le défi d'une participation effective et bénéfique dans le commerce mondial.

L'Afrique est aujourd'hui une destination pour les milieux d'affaires, pour les activités commerciales et de développement. Et donc pour émerger malgré les exigences de l'accord commercial et faire face aux lobbyings des pays développés, l'Afrique doit retrouver la paix. En effet la plupart de ses Etats sont dans des conflits et la pauvreté touche plus les trois quarts de sa population. Cette instabilité ne favorise pas l'essor économique du continent.

L'Afrique doit améliorer la gestion des affaires publiques et éviter les conflits sont l'uns des conditions fondamentales pour le développement. Les conflits imposent d'énormes coûts et perpétuent la pauvreté. Donc elle doit régler ces problèmes internes et tendre vers le développement. La corruption est l'un des éléments qui ronge et affaiblit l'économie.

-Elle doit investir dans le capital humain pour promouvoir le Développement Durable et par ricochet celui commercial. Et c'est plus qu'essentiel pour accélérer le recul de la pauvreté. Les Etats africains se sentent impuissants face à leur boom démographique, un système éducatif insuffisant "des éléments qui déterminent la performance du capital humain". Outre cela il est nécessaire que les gouvernements prennent des engagements politiques fermes pour lutter contre les fléaux qui gangrènent le continent, les maladies pandémiques paludisme, SIDA entres autres et la famine. D'où l'urgence de revoir leur politique sanitaire.

Il sera aussi une question d'engagement en faveur du développement humain en programme efficaces de prestations de services et le renforcement de l'égalité entres les sexes surtout en ce qui concerne les femmes où environ dix pourcent des filles en zone rurale sont scolarisées. Ce qui implique des reformes partant de la base avec la redynamisation des collectivités locales par de bonnes politiques de déconcentration-décentralisation des services. Mais aussi, si l'Afrique bénéficie d'une coopération efficace et du soutien des bailleurs de fonds sous forme de partenariat à long terme, elle surmontera sa crise de développement humain au service de son développement économique en une seule génération.

Il faut accroître la compétitivité et la diversification des économies: voila un domaine auquel l'Afrique doit accorder une priorité si elle veut revendiquer une place dans le commerce mondial. La lenteur de la création n'est pas due aux rigidités du marché du travail mais au fait que les milieux d'affaires considèrent que les opérations sont très risquées et couteuses. Donc il faut rendre efficaces les entreprises en diminuant la corruption, en améliorant l'infrastructure, les services financières et en favorisant l'économie de l'information. Elle a un potentiel inexploité énorme dans les secteurs utilisant les ressources naturelles ainsi que dans l'industrie de transformation et manufacturière. L'Afrique dans ce domaine est très en retard sur le reste du monde. Pour briser ces barrières, il urge d'établir de nouvelles approches, par une implication plus prononcée du secteur privé et des collectivités locales, où les gouvernements centraux devraient faciliter les services. Relancer l'agriculture du continent: un secteur peu évolué et sous-capitalisé en raison de politiques séculaires d'exploitations.

Il faut recapitaliser le secteur, où les partenariats publics-privés contribueront dans les domaines de la recherche vulgarisant ainsi les activités agricoles, pour un élargissement aux marchés de l'OCDE où le produit agricole aurait un indice à quelque 300 milliards de Dollars.

Le continent doit diversifier davantage sa production et tendre plus vers les produits manufacturés tout en initiant un certains nombres de réformes intégrant une stratégie de développement commercial axée sur les exploitations à taux d'échange réels compétitifs et stables, permettant un accès aux intrants importés aux cours mondiaux. Les gouvernements doivent développer des accords avec les milieux d'affaires et œuvrer pour des services de qualités mondiales. En d'autres termes le continent doit renforcer la compétitivité de ses produits dans le marché mondial.

Il faut réduire la dépendance à l'égard de l'aide et renforcer les partenariats: l'Afrique est la région la plus tributaire de l'aide et aussi la plus endettée. Si elle veut s'imposer, il faut réduire la pauvreté, comment ? avec l'aide concessionnelle. D'autre part, l'aide risque d'affaiblir les capacités institutionnelles et de déresponsabiliser les pays. La situation est plus grave avec l'endettement accru qui décourage les investisseurs privés. Ce qui fait que les gouvernements deviennent de plus en plus "pauvres en argent". Et donc il faudra revoir le partenariat afin d'atténuer les divergences résultant de la différence entre les objectifs des bénéficiaires à savoir les Etats et ceux des bailleurs de fonds pour faciliter l'appropriation par les Africains de leurs programmes de développement. Il est important d'élaborer des mesures permettant de dépasser le cadre de l'aide pour une plus large ouverture des marchés mondiaux aux produits et services africains.

- **L'intégration une nécessité: union économique**

Le développement des réseaux de productions transfrontières est plus que d'actualité, est nécessaire pour permettre au continent de renforcer son poids et sa percée dans le commerce mondial. De ce fait, au niveau local et sous régional, les politiques économiques doivent être harmonisées ou rendues mutuellement compatibles pour faciliter les échanges commerciaux dans les différents pays. Et pour cela l'intégration profonde devient une nécessité à l'échelle du continent.

D'autant plus que les pays développés ont montré l'exemple, pourquoi ne pas s'inscrire dans cette dynamique ? En effet elles ont été les premières à tenter d'établir des règles internationales pour encourager la fragmentation internationale de la production. Exemple les accords comme le Programme de Marché unique de l'Union Européenne ou l'accord de libre-échange entre le Canada, les Etats Unis et le Mexique. L'intégration et le commerce sont intimement liés, l'une favorise l'autre et vis versa. Donc l'intégration qu'elle soit bilatérale ou multilatérale, est nécessaire pour promouvoir le commerce dans certains secteurs et plus généralement, une union économique. Mais elle permet aussi une réglementation des services et de la concurrence pour générer des avantages comparatifs. C'est vrai que les Africains ont connu plusieurs organismes internationaux comme l'Organisation de l'Unité Africaine en 1963 maintenant Union Africaine 9 Juillet 2002 et sous régionaux, l'exemple de la CEDEAO créée le 28 mai 1975 à Lagos pour l'Afrique de l'ouest pour ne citer que cela. Cependant, force est de constater que ces institutions sont plus politiques que économiques. En effet, elles tardent à jeter les bases d'une économie de marché puissante pouvant assurer leur compétitivité à l'échelle mondiale. Donc ces institutions devraient revoir

leurs politiques et miser plus sur le développement économique au lieu de n'être là que pour régler des conflits.

## **Conclusion**

En définitive, nous pouvons à travers cet exposé dire que la part de l'Afrique dans le commerce mondial est insignifiante. Certains même sont allés jusqu'à dire que l'Afrique n'a pas une place dans la mondialisation des marchés. Cependant avec les défis étalés et les solutions proposées nous avons espoir que ce continent "mal parti" pourra prendre un nouveau départ, mais avant cela l'échange de "l'Afrique avec l'Afrique" s'avère plus que nécessaire.

- **Note du groupe sur l'AGOA**

L'AGOA ( African growth and opportunity) est une loi adoptée en 2000 par le Congrès américain sous la présidence de Bill Clinton. Elle établit, jusqu'en 2015, une coopération économique et commerciale avec une quarantaine de pays africains en vue de promouvoir les échanges commerciaux entre les deux parties, en facilitant notamment les exportations africaines vers les Etats-Unis. Elle vise également à établir des liens d'affaires plus étroits entre ces deux parties dans des secteurs comme le textile, l'agriculture et l'artisanat. Mais à condition évidemment que les pays concernés suivent les principes de l'économie libérale même s'ils risquent de voir leurs marchés inondés par des produits à très bas prix asphyxiant encore plus les producteurs locaux. L'AGOA a surtout profité aux pays pétroliers, les échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Afrique étant essentiellement dominés par les hydrocarbures. L'un des seuls pays africains non exportateurs d'hydrocarbures à avoir pu réellement tirer profit de ce programme grâce au textile, aux secteurs agricole et forestier, est le Ghana.

## **Sources**

Rapport OMC 2012

Rapport Doing Business 2013

Magazine Afrique Expansion: Commerce international : le poids insignifiant de l'Afrique. Jeudi, 26 Mai 2011 Vitraulle Mbougou

## Contribution

Sur la forme, il est plus opportun de privilégier les données relatives aux données absolues. Les données relatives donnent en effet plus de clarté et de sens aux statistiques.

Pour une meilleure présentation, il aurait été mieux de préparer une diapo avec des diagrammes.

J'invite le groupe à nous entretenir sur les accords préférentiels tels que l'AGOA et de parler du cycle de DOHA. Dans quelle mesure ces accords et événements ont contribué aux tentatives d'expansion du commerce africain dans le marché mondial ? Ont-ils plutôt été des facteurs limitant dans le processus d'intégration et de positionnement du commerce africain dans le banquet de la mondialisation ?

Pouvez-vous nous entretenir sur la détérioration des termes de l'échange ? En quoi ce fait défavorise l'Afrique ? Quand est-il des obstacles douaniers et autres barrières à l'entrée érigés par les puissances occidentales pour limiter l'accès à leur marché au pays africains ? Que dire des normes de plus en plus difficiles à atteindre établies par ces dernières ? Quid des subventions accordées notamment aux agriculteurs et producteurs européens et américains contrairement à leurs homologues africains ? N'est-ce pas là une concurrence déloyale ?

Quelles sont les théories économiques qui soutiennent la structure actuelle du commerce mondial ? En quoi la théorie d'Adams Smith et de David Ricardo sur les avantages comparatifs sous-tendent la configuration des échanges internationaux ?

N'est-il pas urgent et prioritaire de renforcer le leadership de l'Afrique dans les instances de prise de décision de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ?

Permettez-moi d'émettre une recommandation : je vous suggère de vous inspirer de la matrice SWOT (Forces Faiblesses Opportunités Menaces) dans la synthèse du document finale pour rendre plus visible l'analyse du positionnement de l'Afrique dans le concert de la mondialisation.

**par Hubert MENDY**



### **3. DEMOCRATIE: L'AFRIQUE, LA MAUVAISE ELEVE?**

#### **Le maillon faible**

*par Mohamed Soilihi*

Développement économique et développement politique peuvent aller de pair pour peu qu'on n'impose pas de schémas, préconçus ailleurs, à des niveaux inadéquats et en n'étouffant pas les libertés locales et individuelles. Le problème de l'Afrique n'est pas l'absence d'idées et de savants, mais le manque ou l'absence de la méritocratie. Les Africains ont tourné le dos à la méritocratie. Ceux qui dirigent n'ont pas toujours été excellents à l'école.

Il est par ailleurs vrai que les frontières actuelles des pays africains reflètent le partage voulu par les colonisateurs, sans tenir compte d'éventuels conflits sociaux aux conséquences énormes. Faut-il admettre alors avec René Dumont que «L'Afrique est mal partie»? Peut-être.

En effet, une fois les indépendances politiques acquises, la plupart des nouveaux leaders africains manquèrent de repères solides pour jeter les bases de l'indépendance économique, source de prospérité et de bonheur collectifs. Le manque de plans de développement économique harmonieux, accompagné d'une carence de gestion et d'expérience des nouveaux maîtres africains étaient des handicaps majeurs pour les nations naissantes ou les jeunes Etats.

La vision des panafricanistes tels que Kwame Nkrumah, Jomo Kenyatta, Julius Nyerere, Sékou Touré, Lumumba, Nasser et autres, ne cadrerait pas avec les réalités de l'époque. La ferveur indépendantiste aveugla tout le monde et empêcha tout le monde de cerner les défis qui s'annonçaient et éloigna les uns et les autres de l'urgence de trouver des solutions aux problèmes cruciaux de l'époque dont la mauvaise gestion qui se répercute actuellement sur la majorité des nations africaines.

Fallait-il pour autant laisser le train de la démocratie ? Les panafricanistes ont ce mérite d'avoir osé grand. Il appartenait aux autres d'appliquer les idées de ces visionnaires. Mais hélas, s'ensuivirent mégestion, dictature, paupérisation et abrutissement. Dans cette Afrique là, deux choses sont à relever : les coups d'Etats comme norme d'acquisition du pouvoir et la confiscation de l'alternance politique.

#### **Les coups d'Etat comme arme de gouvernance**

L'Afrique continue de croire à l'alternance politique du bout du fusil. Pour certains Africains en effet, « le pouvoir se trouve au bout du fusil » comme le prétendait Mao Zedong en 1950. C'est la raison pour laquelle bon nombre d'Etats sont dirigés par des militaires.

On peut aisément citer le cas du Congo Kinshasa (ex-Zaïre) de Mobutu qui s'empara du pouvoir en assassinant le père de l'indépendance (Lumumba) après que ses amis occidentaux ont fomenté des sécessions et rébellions sanglantes dans le pays nouvel-

lement indépendant en juin 1960. Il a fallu, plus de 30 ans après, que Laurent-Désiré Kabila le chasse du pouvoir avec son AFDL. Kabila fut aussi assassiné alors qu'il voulait remettre la RD Congo sur les rails.

Ajouter à cela les cas du Togo de Gnassingbé Eyadema qui est parvenu à la magistrature suprême grâce à un coup d'Etat sanglant en 1963 et en 1967 et de Blaise Compaoré du Burkina Faso qui a ensanglanté le pays des hommes intègres en 1987 pour prendre possession du fauteuil présidentiel. Sans oublier celui du Général Lansana Conté de la Guinée qui a pris le pouvoir par la force des armes en 1984. On n'ignore pas non plus ce que fit Dadis Camara, chef de la junte militaire guinéenne, qui fut contraint à l'exil après des événements malheureux.

On ne peut occulter le cas de Sassou Nguesso du Congo/Brazza. On se souviendra de la façon dont il est arrivé au pouvoir en 1979. Après un règne des despotes, il fut contraint de laisser sa chaise au professeur Pascal Lissouba qui fut démocratiquement élu. Mais Sassou fomentera une guerre civile et chassera Lissouba en 1997 et organisera une mascarade d'élections... Quelle alternance !

On peut donc dire qu'après 1990, les politiques n'ont pas changé. Ceci est d'autant vrai que l'on a enregistré de nombreux coups d'Etat au Niger en 1996, en Côte d'Ivoire en 1999, 2004 en Centrafrique, 2005 au Togo et en Mauritanie, pour ne citer que ceux-là.

Le constat ne donne-t-il pas raison à ceux qui disent que l'Afrique n'est en encore mûre pour la démocratie parce que la démocratie se conjugue très mal avec les armes ? Les mentalités n'ont pas changé et on a coutume d'entendre dans le jargon des rebellions et putschistes africains : «On a pris les armes pour la démocratie». Diantre ! Déclarations abjectes et rétrogrades.

Le déficit même de démocratie ne saurait légitimer la prise du pouvoir par les armes. La démocratie, par principe, s'oppose à la logique des armes et de la force. Elle est un système de gouvernement qui tire sa légitimité de l'assentiment du peuple. La majorité du peuple, par la raison et en toute conscience, donne le pouvoir à l'homme politique de son choix par le biais des urnes. Aussi longtemps que les politicards, que dis-je, les politiciens africains continueront de croire à la prise du pouvoir par les Kalachnikovs au détriment des urnes, il est clair que la maturité de la démocratie en Afrique ne serait qu'une gageure.

Si 2011 a été l'année du printemps arabe avec le renversement de régime dans trois pays de la région, 2012 qui vient de s'achever reste pour l'Afrique subsaharienne celle de la résurgence de rébellions armées devenues le lot quotidien dans trois Etats francophones.

C'est le Mali qui a ouvert le bal, conséquence de la mauvaise gouvernance pratiquée par des présidents qui ont œuvré ces 20 dernières années à affaiblir plutôt l'armée régulière. Différents accords ou pactes ont contribué à la démilitarisation de la quasi-totalité de la partie septentrionale du pays et à la création de milices locales arabes ou touaregs, supplétives d'une armée régulière désormais abandonnée, réduite à des soldats mal recrutés, mal formés, par conséquent indisciplinés et non motivés.

L'assassinat du Colonel Kadhafi et la dislocation de son armée ont servi de terreau aux bandes armées touaregs issues de sa légion étrangère, appuyées par certaines puissances occidentales et sous-régionales, qui en ont profité pour désertre avec des armements sophistiqués pour s'installer dans ce "no man's land" qu'était devenu le septentrion malien sans que les autorités s'y opposent.

Nous continuons de vivre les conséquences de cette mauvaise lecture de nos décideurs à tous les niveaux car, l'an 2012 a consacré la plus grande humiliation de notre histoire politique contemporaine. Les 2/3 du pays sont occupés par des terroristes islamistes, narcotrafiquants et preneurs d'otages, qui ont poussé l'armée régulière à la débâcle sans aucune résistance.

Ainsi, cette armée malienne qui passait théoriquement pour l'une des meilleures armées de la sous région a vite montré ses limites. Le coup d'Etat le plus insensé de notre ère survenu le 22 mars y aura contribué pour beaucoup.

Examinons à présent le cas de la République Démocratique du Congo (RDC). Depuis la chute du régime dictatorial de Mobutu par une rébellion venue du Rwanda voisin, appuyée à l'époque par les USA, ce pays vit une déstabilisation continue et croissante, sans alternance démocratique ni armée républicaine digne de ce nom.

Ainsi, à la fin de l'année écoulée les forces du M23 ont pu occuper Goma, la plus grande ville du Nord Kivu, sans combat car les soldats de l'armée régulière mal formés et peu motivés, à l'instar de l'armée malienne, ont préféré simplement prendre la tangente que de livrer bataille.

Savez-vous que dans ce pays, l'un des plus grands de l'Afrique considéré comme scandale géologique, car riche en minerais de tous genres, les populations demeurent parmi les plus pauvres du continent ?

Enfin, idem pour la République Centrafricaine (RCA) où les forces de la coalition « Séléka », composées uniquement de petites formations militaires hétéroclites (en partie déserteurs de l'armée régulière et de coupeurs de routes), ont marché en quelques jours pour occuper les 3/4 du pays sans affronter les forces armées régulières qui n'ont fait que se replier, fuyant les combats. Là encore, il est établi que les soldats de l'armée centrafricaine sont mal formés, moins équipés et non motivés, puisque à l'heure où nous parlons les rebelles viennent de prendre le pouvoir, en maintenant le premier ministre comme prévu les accords de Brazzaville

A cette sombre liste, on ne peut pas oublier d'ajouter la Côte d'Ivoire qui n'arrive pas à solder sa décennie de guerre civile et sa crise politico-militaire postélectorale. Des raids de commandos militaires censés être proches de l'ancien Président Gbagbo persistent en y semant la terreur et le chaos. Des actes de nature à torpiller toute chance de réconciliation entre les anciens frères ennemis.

Heureusement (!!!!!) le seul motif de satisfaction en Afrique francophone nous est fourni par le Sénégal, même si ce pays a frôlé la catastrophe à l'occasion de l'élection présidentielle de mars 2012 où beaucoup d'observateurs avaient prédit la guerre civile. Il a pu au contraire réussir sa deuxième alternance démocratique. Et même un

signal fort est lancé pour la paix avec les rebelles casamançais, désormais favorables à la solution négociée de leurs revendications.

### **Confiscation de l'alternance**

La philosophie du pouvoir à vie chez les dirigeants africains demeure un problème majeur. En effet, bon nombre d'hommes politiques africains refusent l'alternance démocratique. Des chefs d'Etat, dans le souci de se maintenir, se livrent à la sale besogne du tripatouillage des Constitutions. Le général Gnassingbé Eyadema, après 40 ans de pouvoir, a fait sauter le verrou de l'article 59 de la Constitution togolaise du 14 octobre 1992, ce qui lui a permis d'obtenir un troisième mandat le 1er juin 2003.

Bien avant le Togo, le Sénégal avait donné le ton. En effet, en août 1998, l'Assemblée nationale est revenue sur la disposition du code électoral qui limitait à deux le nombre de septennats qu'une personne peut effectuer à la tête de l'Etat. Le président Abdou Diouf n'a pas bénéficié de cette réforme pour avoir été battu au terme d'un seul septennat en Mars 2000 par le "sopi" d'Abdoulaye Wade.

En décembre 1999, Sam Nujoma, au pouvoir depuis le 9 février 1990 en Namibie, a modifié la Constitution afin d'être réélu pour un 3ème mandat en mars 2000. En faisant réviser l'article 24 de la Constitution guinéenne, par un pseudo référendum, le président Lansana Conté peut désormais briguer un mandat de 7 ans autant de fois qu'il le souhaite. Six mois après, la Guinée, la Tunisie de Ben Ali a fredonné le même chant de la honte.

Le 26 mai 2002, en effet, une vaste révision constitutionnelle fait sauter l'article 39 qui limitait à trois le nombre de mandats. Les exemples sont légions. On peut citer les cas du Gabon, Burkina Faso, Tchad et bien d'autres encore. Des lois fondamentales à géométrie variable qui font la honte de nos gouvernants africains.

Avec ça, dire qu'ils ont librement accepté le système "démocratie" à la conférence de la Baule fait pleurer et/ou rire. A la lumière donc, de toutes ces réalités, dire que l'Afrique n'est pas mûre pour la démocratie pourrait ne pas être une vue de l'esprit, mais plutôt une vérité qui rougit tout simplement les yeux.

En tout état de cause, dans le contexte mondial actuel, il ne s'agit pas de spéculer vainement sur la démocratisation de l'Afrique, mais de l'aider à s'ouvrir à la démocratie. Mais il ne s'agit pas de dire que l'Afrique doit initier ses propres principes démocratiques comme le prétendent certaines élites. Je pense que la démocratie, en tant que concept universel, doit s'appliquer à tous les Etats dans son essence et dans sa définition originelle. Car la démocratie, en dépit de ses limites et de ses insuffisances, demeure, à n'en point douter, le meilleur système de gouvernement.

Voilà pourquoi, nous insistons pour dire que les pays développés et avancés en matière de démocratie, doivent aider et soutenir fermement les principes démocratiques dans les états en voie de développement. Car seule l'éclosion réelle de la démocratie peut impulser de façon significative le développement des pays du Sud. Le soutien et l'appui à la démocratie en Afrique doivent se traduire par la défense de l'ordre constitutionnel de sorte que la force des baïonnettes ne puisse primer sur le droit et la dé-

mocratie. C'est la seule solution si on veut voir l'émergence de l'Etat de droit et garantir la paix et la stabilité en Afrique.

C'est donc pour dire non à la loi de la force et établir la primauté du droit, que le célèbre théoricien politique Jean-Jacques Rousseau dira : « ... Le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître s'il ne transforme sa force en droit et obéissance en devoir. » Il faut donc refuser, de façon énergique et vigoureuse, la légitimation de la prise du pouvoir par les armes.

Alors quand on se rend souvent compte que les pays du Nord, qui se targuent d'être des états démocratiques, font souvent preuve de partialité dans l'appréciation des principes démocratiques, il y a vraiment de quoi s'interroger. Car ça dégage une forte odeur de mauvaise foi !

L'Afrique anglophone est demeurée stable et reste la seule sphère où l'ancienne puissance coloniale n'est jamais intervenue pour enlever, sauver ou imposer un quelconque régime au gré de ses intérêts. Ses pays connaissent la croissance économique et l'alternance démocratique.

En Afrique de l'Ouest, le Ghana en est devenu le meilleur élève de la démocratie et de la croissance économique. Puisqu'il ne saurait exister de développement économique sans stabilité politique, l'Afrique d'expression française ne parvenant toujours pas à se défaire de son ancienne tutelle et n'arrivant pas à circonscrire par elle-même ses nombreuses crises, a évidemment du chemin à faire. Puisse l'an 2013 apporter à ses dirigeants plus de clairvoyance !



## Les dimensions sociales et culturelles de la démocratie Africaine

par SAIDOU KEBE,  
étudiant en Science Politique

La démocratie est une invention des Hommes, c'est un fait de culture qui prend la forme d'une convention. Le terme apparaît au Ve siècle avant notre ère pour désigner une forme particulière d'organisation de la cité. Son usage et sa signification ont connu depuis le XIXe siècle, une extension considérable, qui se mesure au fait que la quasi-totalité des Etats actuels se proclament démocratiques. C'est dans ce sens que nous allons essayer d'étudier les dimensions sociales et culturelles de la démocratie en Afrique. La démocratie peut être définie comme « le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple », selon le philosophe Périclès. Selon la Déclaration Universelle sur la Démocratie, la démocratie est universellement reconnue comme un idéal et un but ; elle est basée sur les valeurs partagées par les peuples du monde malgré leurs différences culturelles, politiques, sociales et économiques (Boutros Ghali 1996). Dans cette dernière définition on voit bien l'universalité de la démocratie défendue par certains auteurs s'appuyant sur des concepts mono-culturels (nation, espace publique, Etat, démocratie représentative...). Cette volonté d'universaliser l'idéal démocratique (c'est-à-dire à l'occidentale) sera controversée et relativisée pour le cas de l'Afrique. La problématique de la démocratie est sans doute l'une des plus complexes qui requiert la prise en compte de variables sociales et culturelles spécifiques permettant de contextualiser l'étude et d'éviter le piège du jugement de valeur.

Beaucoup de pays africains pour la plupart indépendants à partir des années soixante avaient opté pour le système de parti unique au détriment du système de plusieurs partis politiques. De ce fait il n'y avait pas la libéralisation de la vie politique donc absence de la démocratie qui a comme une de ses bases fondamentales la libéralisation de la vie politique pour permettre à tous de postuler pour diriger le pays. Mais ce système de parti unique était justifié par certains comme facteur fondamental de la cohésion interne : « le parti unique est nécessaire pour la cohésion nationale », disait Félix Houphouët père de l'indépendance de la Côte-d'Ivoire. Avait-il tort ou raison ? La situation qu'a vécu ce pays ses dernières années semble lui donner raison. Bref, après tout, la libéralisation de la vie politique est reconnue aujourd'hui comme le premier principe de la démocratie. C'est ainsi que les pays africains pour la plupart ont commencé à libéraliser la vie politique surtout à partir de la fin des années quatre vingt (80), début quatre vingt dix(90), excepté quelques pays qui l'avaient fait auparavant (par ex. le Sénégal). Contrairement à ce que beaucoup pensent, cette libéralisation n'a pas pour origine l'Europe ; c'est ainsi que Taladia Tombono dira : « *Les peuples se mobilisent de nouveau pour la démocratie et le progrès après avoir été tenus pendant longtemps sous le joug de parti unique. Toutefois cette aspiration à la démocratie n'a pas pour origine l'Europe de l'Est. Elle est née plutôt des changements intervenus dans les perspectives politiques des pays du Nord une fois qu'ils eurent réalisé que le bloc communiste ne représentait plus une menace. De plus, étant donné la stagnation du développement économique de l'Afrique, les pays du Nord se sentirent moins enclins à protéger les dictatures africaines* ». Il faut noter ici que le vent de la démocratisation ne se limitera pas seulement aux réformes institutionnelles, mais a touché un phénomène culturel profond qui a mobilisé la totalité du champ social. On peut noter

le cas des conférences nationales en Afrique qui sont, faut-il le rappeler, une invention, une contribution africaine à la théorie de la démocratisation. Donc cette voie pensée par les Africains et pour les Africains donnera des résultats satisfaisants au Bénin et dans beaucoup de pays du continent. Cette touche socioculturelle africaine donnera un nouveau nom au vent démocratique en Afrique qui poussera certains observateurs à parler de l' « Ouragan ».

Donc on comprend bien qu'on ne peut pas implanter la démocratie en Afrique sans pourtant tenir compte des réalités socioculturelles de ses populations. Ceci est la base fondamentale du processus de la démocratisation effective de l'Afrique.

D'après ce que nous venons d'énumérer, il faut reconnaître que l'analyse de la démocratie africaine est intéressante parce qu'il s'agit d'un continent exceptionnel de par son histoire (l'esclavage, la colonisation et aujourd'hui encore le néocolonialisme) qui a donc beaucoup souffert. Au-delà donc de l'apparence d'avancé et de recul, le continent est dans une dynamique démocratique permanente s'exprimant par la recherche d'institutions adaptées à ses réalités. Mais pour bien mener cette dynamique il faut :

- Adapter les institutions aux réalités africaines locales et créer ainsi un espace du politique où les rapports n'iront point du haut vers le bas mais où le bas se resserra du haut dans une participation à la sociabilité ou projet de société intégrant les institutions, la culture et les valeurs locales.

- Achever la création des Etat-nations en même temps se doter d'une société civile saine ; ce qui impliquera la gestion impartiale et juste des conflits qui y surgissent en terme d'accès aux ressources.

- Réserver le traitement aux minorités ethniques dont la question doit être analysée en terme d'identité nationale et de citoyenneté et leur participation dans la construction de l'Etat de droit démocratique ,c'est-à-dire la reconnaissance et l'exercice de leurs droits en tant que citoyens.

- Renforcer le prestige et l'autorité du parlement pour qu'il puisse réellement jouer son rôle de représentant du peuple

- Promouvoir la stabilité constitutionnelle par le renforcement des garanties contre les révisions « déconsolidantes » de la démocratie. (Professeur Ismaël Madior Fall)

- Rationaliser le système partisan et instaurer un système de financement public des partis politiques.

Ainsi il conviendra de faire cette différence avec Aminata Diaw entre le « montage institutionnel » de la démocratie et la démocratisation pour bien redonner les dimensions sociales et culturelles leurs places dans la démocratisation de l'Afrique : « *La démocratisation en cours en Afrique, quelle que soit la forme qu'elle emprunte, quels que soient les conflits qu'elles engendrent et /ou qui l'on engendrée, transcende la sphère exclusivement politique, si nous n'accordons au terme politique qu'un terme restreint . L'enjeu d'un tel phénomène est d'autant plus global qu'il innerve toute la sphère de l'existence;il s'agit de la réappropriation de l'histoire par ses acteurs laquelle voit leur gestation simultanée et convulsive comme sujet de droit et comme citoyen* ».

## L'avènement de la démocratie en Afrique

par Emmanuel Millimono  
étudiant au CESTI

L'avènement de l'Afrique dans l'ère de la démocratie est le produit combiné de plusieurs facteurs externes et internes. Parmi les facteurs externes :

-l'effondrement du bloc de l'Est : la dislocation des pays de l'Est qui se réclament du système communiste a mis un terme à l'existence de régimes considérés longtemps comme démocratiques. Cette implosion consacre la ruée des habitants des pays de l'Est vers le modèle de démocratie libérale et consacre le triomphe du capitalisme sur le socialisme. C'est ce que Francis Fukuyama considère comme la fin de l'histoire. Il sous entend « *la dernière étape dans l'évolution des sociétés humaines caractérisée par l'impossibilité de trouver des principes régissant une société meilleure que ceux appliqués en occident* ». L'implosion du bloc de l'Est a montré la voie sûre pour se débarrasser des dictatures. Elle a aussi mis un terme à la guerre froide qui a ensuite entraîné la diminution de l'importance géostratégique de l'Afrique dans la rivalité entre l'Est et l'Ouest. Conséquence, le soutien des pays occidentaux longtemps apporté aux dictatures africaines arrive à son terme. A titre d'exemple, parmi tant d'autres, des soutiens apportés par les pays occidentaux aux régimes considérés comme dictatoriaux en Afrique on peut citer : le couronnement de Jean Bedel Bokassa par la France, la reconnaissance de Joseph Mobutu par la Belgique, les USA et la France, les visites des présidents Sékou Touré et d'autres à l'Élysée ou à la maison blanche...

-la crise économique des années 70 : le fait marquant de la seconde moitié des années 70 reste la faillite quasi généralisée des économies africaines extraverties et désarticulées. Cette faillite n'est que l'expression d'une crise qui a mis un terme à ce que Samir Amin appelle « la période de Bandoung » (1955 à 1975) caractérisée par la mise en œuvre de politiques de développement à vocation autocentrée réelle ou potentielle.

Cette crise a créé des conditions favorables à l'intervention du FMI et de la banque mondiale avec les plans d'ajustement structurels caractérisés par le dégraissage de la fonction publique, la dévaluation de la monnaie, le retrait de l'intervention de l'État dans certains services sociaux de base (éducation, santé...). L'application des PAS a entraîné sur le plan social des conséquences non moins négligeables dans les soulèvements populaires qui ont suivi plus tard et qui sont considérées comme prémisses de la démocratie. L'intervention des institutions de Breton Woods dans les États africains étant conditionnée par une plus grande ouverture du pays à l'économie internationale a marqué la pleine entrée de l'Afrique dans le contexte de la mondialisation.

-la conférence de la Baule : Après avoir longtemps soutenu les régimes dictatoriaux africains, la France change radicalement son discours à l'endroit de ces régimes. C'est ainsi qu'en 1990, lors de la conférence de la Baule, le président Français François Mitterrand conditionne l'aide publique au développement apportée aux pays africains par le niveau de démocratisation engendré par leurs présidents. Désormais, les chefs d'États africains choisissent - ou sont tout au moins obligés de choisir- l'option de

démocratiser pour obtenir cette aide financière destinée à leurs économies sous perfusion. Ce fut un tournant décisif.

**Les facteurs internes** ne sont que l'expression des conséquences engendrées par les facteurs externes.

L'application des plans d'ajustement structurels a entraîné sur le plan social une pauvreté croissante au sein des populations. Frappées par le dégraissage de la fonction publique, la dévaluation de la monnaie, le retrait ou la diminution des subventions de l'Etat... on assiste à la naissance d'une classe vivant en dessous du seuil de pauvreté et prête à tout pour assurer sa survie. Ces facteurs seront déterminants dans les soulèvements constatés dans certains pays.

Le vent de liberté qui souffle sur le monde après l'effondrement du bloc de l'Est pousse les populations africaines à croire à la possibilité de se débarrasser des pouvoirs dictatoriaux et elles commencent à réfléchir autrement qu'ils ne le faisaient auparavant.

Il est aussi possible de faire une analyse sur d'autres volets (sociaux, économiques, politique) qui ont précédé l'entrée de l'Afrique dans le système démocratique.

**D'abord sur le plan économique** : la faillite quasi généralisée des économies africaines dans la moitié des années 70 marque un tournant important. Les pays qui étaient jusque là dans des économies autocentrées se voient dans l'obligation de faire intervenir le FMI qui s'occupe de la supervision macro économique et la banque mondiale qui s'occupe des réformes et de la « perfusion ».

Pour aider les pays africains à sortir de cette crise, le FMI et la BM ont élaborés des plans d'ajustement structurel (PAS) qui supposent l'application des mesures suivantes :

- ouverture des marchés aux capitaux étrangers avec pour conséquence le renforcement des sociétés transnationales et l'affaiblissement de l'Etat ;
- mise en œuvre des plans de privatisation : l'Etat se retire de certains secteurs considérés non rentables et met un terme à ses subventions ;
- dévaluation de la monnaie sur le marché international ;
- dégraissage de la fonction publique pour diminuer la masse monétaire destinée aux salaires ;
- diminution des ressources destinées à l'éducation et à la santé.

**Puis sur le plan social** : l'application des PAS a entraîné le chômage qui condamne une grande partie de la jeunesse au désespoir, à l'exode rural massif des populations confrontées aux dures conditions de vie dans les campagnes et espérant trouver l'eldorado dans les grandes villes, la montée en puissance du banditisme, l'accentuation de la pauvreté...

**Enfin sur le plan politique** : il n'est que l'expression de la combinaison des causes économiques et sociales. Le contexte des plans d'ajustement structurel ne donne plus la possibilité aux dirigeants africains de distribuer des prébendes à leurs clients, ce qui rétrécit systématiquement leurs bases politiques. L'appauvrissement des populations crée un cadre propice à des contestations dirigées contre les dirigeants politiques africains et leurs partenaires étrangers. Confrontés à ces soulèvements populaires, les dirigeants doivent respecter les conditionnalités politiques qui accompagnent

les PAS à savoir la libéralisation des régimes dictatoriaux et l'aspiration des peuples à plus de liberté et se retrouvent finalement entre deux choix à faire : Continuer la même politique dictatoriale avec pour conséquence la chute du pouvoir en place, ou libéraliser les régimes. Ceux qui l'ont vite compris ont enclenché des processus de démocratisation et sont entrés dans l'ère de la démocratie.



## **Le processus de démocratisation de l'Afrique**

par Cheik Moctar Traoré  
étudiant au CESTI

Plus de deux décennies après l'instauration du pluralisme politique en Afrique, un seul constat saute à l'œil : le doute qui s'est installé sur la viabilité de la voie politique dans laquelle l'Afrique s'est engagée. Car dans bien des pays les processus de démocratisation se sont parfois accompagnés de violences faisant ressurgir des antagonismes que l'on croyait révolus à jamais. Nous voudrions faire allusion ici aux coups d'Etats militaires en Centre Afrique, en Guinée Equatoriale, au Mali, sans oublier le boycott des élections en Guinée et en Côte d'Ivoire... Ce constat somme toute amère ne doit aucunement nous faire oublier la maturité et la réussite de certaine démocratie africaine, je cite (le Benin, le Botswana, le Ghana et le Sénégal...). Ces exceptions confirment une règle générale : la fragilité du processus de démocratisation de l'Afrique. Toute chose qui soulève des interrogations qui nous interpellent tous, sans distinction aucune. Car c'est de l'avenir de notre continent à nous tous qu'il s'agit. Qu'en est-il de la perception africaine de la démocratie ? La démocratisation de l'Afrique serait-elle effective un jour ? La démocratie est-elle un luxe pour l'Afrique ? L'Afrique a-t-elle plutôt besoin d'institutions fortes que des hommes forts ? Ce qui justifierait une analyse du processus de démocratisation de l'Afrique.

D'entrée de jeu, un examen attentif de la vie politique africaine fait donc ressortir l'existence d'entraves qui pèsent sur les processus de démocratisation. Ces menaces sont d'autant plus graves qu'elles portent sur les domaines que l'on peut considérer comme les socles de la démocratie représentative : l'expression du suffrage universel, le multipartisme, enfin, le fonctionnement des contre-pouvoirs, notamment celui incarné par la justice.

D'abord, c'est des élections dont procèdent la mise en place des principales institutions étatiques (l'exécutif, le législatif). Paradoxalement, celles-ci ne sont pas représentatives de la volonté populaire. Car les élections sont souvent entachées de fraudes multiples. Il en découle des frustrations qui peuvent être porteuses de toutes les aventures (y compris armées) et de discrédit à l'égard des classes dirigeantes. Les élections présidentielles en Côte d'Ivoire, au Burkina...pour ne citer que cela sont un témoignage frappant. Aux pratiques anciennes de bourrage des urnes ont succédé des méthodes, certes moins voyantes mais tout aussi efficace pour des chefs dont l'unique ambition est de pérenniser leur emprise sur le pays. Il faut également retenir que la plupart des guères civiles sont nées après des scrutins contestés. La dernière en date, c'est la guère civile ivoirienne.

La seconde grande tendance est illustrée par les avancées enregistrées sur les terrains des libertés individuelles et collectives (liberté d'expression, liberté de la presse) et de la manifestation du pluralisme (à travers le foisonnement des partis). Pour réelles qu'elles soient, ces avancées demeurent fragiles et ne sont pas définitivement à l'abri d'une réapparition de l'autoritarisme, sous le couvert d'un discours démocratique (cf. la Côte d'Ivoire aujourd'hui)

Enfin, l'absence de contre-pouvoir pourtant garanti par la constitution, a souvent ouvert la voie à une "légalisation" des fraudes électorales. Elle a aussi favorisé une instrumentalisation à outrance des textes constitutionnels par les pouvoirs exécutifs. Si l'équilibre des pouvoirs est l'une des conditions du bon fonctionnement d'une démocratie, l'indépendance du conseil constitutionnel, du législatif, laisse à désirer. Or, sans justice indépendante, il n'y a point de salut pour la démocratie, pour le respect de l'égalité devant la loi et pour la garantie des libertés.

Toutefois, la démocratie est une construction permanente. Elle ne connaît donc pas de stade final. Loin de moi toute idée de tomber dans un optimisme pur et dur, notre jeune démocratie semble à avoir des perspectives louables. L'indépendance de la justice dans certains pays notamment le Sénégal, le Bénin est une note d'espoir pour le continent. Toutefois les textes constitutionnels les plus parfaits et les institutions les plus sophistiquées ne valent que par les hommes et les femmes qui sont en charge de les mettre en œuvre et de les faire fonctionner.

Une autre clé de la réussite future de notre jeune démocratie proviendrait peut être des organisations de défense des droits de l'Homme. A celle-là nous devons, parmi d'autres forces, l'élargissement et le respect des libertés. La meilleure défense contre toutes les formes d'oppression se trouverait dans le bouillonnement social qu'elles alimentent. Et enfin, l'existence de plus en plus d'une presse libre, professionnelle et pédagogique. La presse en tant que l'arme des citoyens permet à ceux-ci de se forger librement une opinion à partir de la relation des faits, des commentaires, des critiques ou des prises de positions éditoriales. Par son professionnalisme, sa pédagogie, elle contribue à la formation d'une opinion publique citoyenne. Permettez de magnifier le professionnalisme de la presse sénégalaise.



## **La pauvreté comme frein à la démocratisation de l'Afrique.**

**par Marlyatou Diallo**  
**2e année Cesti**

La démocratie peut-elle précéder le développement ?

Si amorcer le processus de démocratisation est une chose relativement aisée, il est par contre beaucoup plus dur de l'entretenir, de préserver sa vitalité. Un des obstacles à l'ancrage de la démocratie est la pauvreté dont les principaux aspects sont la sous-alimentation, la faiblesse de la couverture sanitaire et le non accès à des services de base dont l'instruction notamment.

L'Afrique a-t-elle les moyens d'entretenir la démocratie ?

La démocratie moderne nécessite au-delà de la volonté des peuples et des gouvernants, des moyens économiques conséquents. L'organisation d'élections crédibles et le bon fonctionnement des institutions républicaines nécessitent un certain nombre de moyens. Ainsi donc, les pays africains qui financent eux-mêmes leur processus électoral sont très peu nombreux. La souveraineté d'un pays peut-elle être préservée dans ces conditions là ?

Au-delà du problème de financement des élections, il se pose un autre défi : Celui de la citoyenneté et du civisme, lié au faible niveau de l'instruction. En Afrique, le taux d'analphabétisme est encore important. En 2010, le taux d'alphabétisme est de 38% en Somalie et 35% au Tchad. Dans le même temps, ce taux remonte à 89% en Ile Maurice et à 86% en Afrique du sud. On voit que le taux d'alphabétisme peut influencer sur le niveau de démocratie d'un pays. Plus un peuple est éduqué, plus il est apte à juger les candidats non pas en fonction de leur appartenance ethnique ou religieuse, mais uniquement en fonction de leur programme. Une fois élu, l'ex-candidat se doit de respecter ses engagements et se garder de certaines dérives au risque d'affronter une société civile qui veille au grain. Car la démocratie, c'est la surveillance et la vigilance des gouvernés sur les actes posés par les gouvernants. Or est-il possible de voir émerger une société civile efficace dans un pays qui peine à assurer une bonne éducation à ses « citoyens » ? Ces derniers auront-ils les moyens intellectuels nécessaires pour faire valoir leurs droits ? Sont-ils seulement conscients d'avoir des droits ?

80% des électeurs en Afrique sont des illettrés accablés par la pauvreté, que les hommes politiques peuvent facilement manipuler et corrompre en se servant souvent du tribalisme, de l'achat de conscience et du régionalisme, pour assouvir leur dessein. A l'heure de la démocratisation par internet, l'Afrique est encore à la traîne. 80% des Africains ne sont pas familiarisés avec les outils informatiques.

La démocratie va de pair avec la liberté et les revendications de toutes sortes. Or est-il raisonnable ou tout simplement utile d'imposer ces revendications à un système qui n'a pas les moyens d'y répondre ? Comment concilier les libertés syndicales et le droit de grève avec l'état actuel des économies africaines qui ne peuvent supporter des actions de grèves trop fréquents ou désordonnés ?

Finalement en voulant démocratiser avant de développer, certains pays africains se retrouvent dans une impasse. Non seulement le pari de la démocratie est loin d'être gagné, mais le développement lui-même a connu un recul significatif. Guy Rossatanga intellectuel Gabonais pense qu'« on n'a jamais autant moins travaillé que depuis 1990 en Afrique, d'où une baisse subséquente de productivité ». On fait plus de la politique qu'on ne travaille. M. MUGYENYI, un auteur kenyan va plus loin. Pour lui, dans l'état

actuel des économies africaines, ce qu'il leur faut, c'est « une démocratie minimaliste » reposant d'avantage « **sur un gouvernement efficace que sur un gouvernement démocratique** ». En illustration à ces thèses, les tenants de ce courant affirment que, les nouveaux pays industrialisés (Corée du Sud, Taïwan...) n'auraient pas pu atteindre le stade de développement qui est le leur aujourd'hui sans les régimes autoritaires qu'ils ont eu à connaître.

Aujourd'hui un pays comme le Rwanda qu'on critique sous prétexte que Kagamé est un président autoritaire affiche pourtant des résultats intéressants en termes d'économie. La question que l'on doit se poser c'est est ce qu'un président différent de Kagamé aurait convenu à un pays qui, venant de sortir du génocide, avait besoin de changement radicaux et non de laxisme?

Le classement Mo Ibrahim des pays africains où la démocratie se porte le mieux couronne des pays ayant un niveau de vie et un niveau d'instruction largement au dessus de la moyenne africaine. Ce sont dans l'ordre, l'Ile Maurice, les Seychelles, le Botswana, le Cap vert et l'Afrique du sud qui arrivent en tête. Alors que la Somalie, le Tchad et la RDC ferment la marche.

Dans ces conditions, on est en droit de se demander si les graines de la démocratie peuvent-elles germer sur le terreau de la pauvreté ?



## **SORTIE ANNUELLE DE LA FONDATION KONRAD ADENAUER**

**Boursiers et anciens boursiers outillés, pour relever les défis de la mondialisation**

**par Mohamed Sangoulé DAGNOGO  
étudiant au CESTI**

*L'apport de l'Afrique dans le commerce international, sa démocratisation, l'état actuel de sa culture dans un contexte de mondialisation, sont autant de thèmes qui ont été débattus par la quarantaine de boursiers et d'anciens boursiers de la Fondation Konrad Adenauer du 5 au 7 Avril dernier à Djilor dans la région de Fatick. C'était dans le cadre de la sortie que la fondation organise chaque année en faveur de ses boursiers et anciens boursiers. Outre ceux-ci, ont pris part au voyage Andréa Kolb la représentante résidente de la fondation et Ute Bocandé chargée de programmes de la FKA.*



La Fondation Konrad Adenauer a sacrifié à la tradition. Conformément aux années précédentes, elle vient de se déplacer en compagnie de ses étudiants boursiers et anciens boursiers à l'intérieur du pays, le temps d'un week-end, pour penser sur les maux de l'Afrique et tenter de trouver des pistes de solutions. C'est la Source aux lamantins, située dans le royaume d'enfance du poète président Léopold Sédar Senghor, qui a servi de cadre aux travaux. Son emplacement en bordure de l'eau, le calme qui y règne, son architecture qui allie tradition et modernité faisait de cet hôtel, l'endroit privilégié pour débattre du thème central de cette sortie à savoir « *L'Afrique dans la mondialisation* »

Après les mots de remerciements et de bienvenue d'Andréa Kolb, Pape Bèye ancien secrétaire général du Conseil national du patronat du Sénégal, et non moins propriétaire avec sa femme de cet espace éco-touristique, la Source aux lamantins, a campé le décor.

Dans son exposé sur la mondialisation, il fera savoir que cette dernière doit se poser comme un nouveau paradigme de conduite des nations et non de subordination des unes aux autres. Nos états africains, pour éviter d'être des subordonnés, ont selon

lui dès à présent intérêt à adopter certaines pratiques qui ont pour noms : anticipation, évaluation, concertation afin d'adopter une vision commune, conseille cet ancien haut fonctionnaire.

Le terrain balisé par cet exposé sur les défis de la mondialisation, place a été faite aux sous thèmes. « *L'Afrique à l'épreuve du choc des cultures* », a ouvert le bal des sous-thèmes.

Il ressort de cet exposé présenté par les boursiers et anciens boursiers à l'instar des autres sous-thèmes, que l'Afrique a connu le choc des cultures à partir de la colonisation. Ce choc, selon les exposants, n'a pas été en faveur de l'Afrique, qui a vu ses valeurs rétrécir comme peau de chagrin au profit de celles « *dominantes* » venues d'Europe. Les médias transnationaux jouent un rôle très important dans cette domination, qui en pensant culture de masse, tentent d'uniformiser les cultures, abêtissent et dévastent la culture africaine, faisant ainsi de l'Afrique la « *mondialisée* » au profit des « *mondialisateurs* » comme le disait Joseph Ki Zerbo .

Avant de tempérer, en disant que tout chez l'autre n'est pas mauvais, mais que c'est à nous de savoir prendre ce qui est bon et de refuser ce qui ne l'est pas. Car selon eux, toutes les cultures se valent et son mêmes complémentaires.

Le tableau dépeint par le second groupe d'exposants sur « *l'apport de l'Afrique dans le commerce mondial* » n'est pas des plus reluisants. Malgré ses richesses minières, ses énormes potentialités, qui font qu'elle est aujourd'hui courtisée par toutes les grandes puissances économiques du monde, l'Afrique ne contribuerait qu'à hauteur de 3% au commerce international. Pis, ce chiffre ne fait pas l'unanimité, d'aucuns soutiennent qu'il est en deçà.

Auparavant, avant de quitter le groupe, la représentante résidente de Fondation Konrad Adenauer Andrea Kolb, a félicité les exposants pour la qualité du travail fourni. Elle s'est dite touchée par l'injustice, les viols, la famine et les conflits qui sévissent sur le continent africain à cause selon elle de la mauvaise gouvernance. Tout en saluant de cette sortie annuelle, elle dira que la solution à ces différentes crises réside dans l'esprit de responsabilité dont doivent nécessairement se munir les africains. Elle n'a pas manqué de saluer l'initiative du chef d'Etat sénégalais Macky Sall, qui est entrain de tisser de solides relations avec les autres pays africains dont le Maroc.

Le troisième et dernier sous thème exposé a concerné la démocratisation de l'Afrique « *Démocratie : l'Afrique, mauvaise élève ?* ». Présentée par les exposants comme un choix « *imposé* » à nos dirigeants par les puissances occidentales, l'Afrique selon eux peine à assimiler la leçon de cette démocratie. Les exposants en veulent pour preuve, les guerres civiles, tribales, les crises qui secouent nombre de nos pays africains à l'approche ou à la fin des joutes électorales. Les rebellions, les coups d'Etats ont été autant d'exemples cités par eux, en vue de faire percevoir la fragilité de la démocratie en Afrique.

Cependant, des exemples de démocratie réussie ont été cités, il s'agit entre autres de celui du Sénégal, du Ghana, du Bénin etc.

S'ils présentent la pauvreté comme un frein au processus de démocratisation de l'Afrique, les exposants suggèrent un regard rétrospectif sur certaines de nos valeurs, en l'occurrence la charte de Kouroukanfouga, qui pourront aider l'Afrique à s'adapter à la démocratie à partir de ses valeurs.

Prenant la parole à la fin des exposés, Ute Bocandé de la Fondation Konrad Adenauer, a à son tour félicité les boursiers et anciens boursiers qui par la pertinence et la qualité de leur travaux ont surpassés les attentes de la fondation. En eux elle a réitéré la confiance de la fondation.

Selon elle, malgré le tableau plutôt sombre dressé par les exposants sur la situation de l'Afrique dans un contexte de mondialisation, il y a de l'espoir. Aux boursiers et anciens boursiers de formations diverses (journalistes, juristes, économistes, sociologues etc.), elle a demandé de porter cet espoir en vue de changer les choses. Et pour ce faire, ils doivent aller au-delà des analyses politiques.

Elle a aussi expliqué à travers son triangle : *Gouvernance, Culture-Tradition et Economie*, qu'il ne faut pas jeter par-dessus bord la démocratie moderne, mais essayer de l'adapter, de puiser dans la culture les points créatives (consommer local) et dans nos valeurs traditionnelles qui conseillent la protection de la nature et enfin promouvoir l'économie sociale de marché.

En marge des travaux, le Réseau des Boursiers et Anciens boursiers de la Fondation Konrad Adenauer (REBAFKA) s'est doté d'un nouveau bureau.

C'est désormais Amadou Makhtar Casset, à la tête d'un bureau de sept membres qui devra conduire les rênes du réseau pour une année, renouvelable.

La traversée à la pirogue pour visiter le village de Simal avec ses mystères et son marché artisanal, la visite de la maison paternelle du premier président du Sénégal Léopold Sédar Senghor et de la tombe de sa mère dans le village de Djilor, la soirée créative et récréative des boursiers et anciens boursiers et la prestation musicale des femmes sères ont été les temps forts de cette sortie au compte de l'année 2012-2013.

Vivement la prochaine sortie.



## **Pour une meilleure place d'une Afrique plus compétitive dans la mondialisation**

**Amadou DIOP**  
**journaliste, ancien boursier**

Djilor (Fatik)- Une quarantaine de boursiers et anciens boursiers de la fondation Konrad Adenauer, issus de différentes nationalités, se sont retrouvés trois jours durant à Djilor pour discuter du thème «L'Afrique dans la mondialisation ». Sur place, l'accent a été mis sur les défis de la mondialisation, le choc des cultures, la place de l'Afrique dans le commerce mondial et dans le système démocratique. Significativement l'objectif est de permettre la promotion des jeunes élites, de la démocratie, de la bonne gouvernance, de la paix et de la solidarité pour « l'émergence d'une Afrique plus performante ».

Ces boursiers sont en effet choisis sur la base de l'excellence et de l'engagement pour la société. « Et à travers ces genres de sortie, nous voulons consolider le groupe des boursiers qui sont tous de jeunes leaders dans leurs domaines respectifs, tisser des liens et établir des réseaux» a soutenu Madame Ute Bocandé, adjointe à la représentante résidente et chargée de programmes à la Fondation Konrad Adenauer. Mieux, l'idée est aussi de voir, poursuit-elle, comment les jeunes élites que sont les boursiers qui ont eux-mêmes élaboré les communications sur les différents thèmes, peuvent contribuer à inverser la tendance face aux problèmes de l'Afrique à travers les idées à proposer aux gouvernants: sur la gouvernance politique, économique...à tous les niveaux. Dans cette perspective, les différentes interventions ont ressorti à priori, pas mal de problèmes auxquels le continent noir fait aujourd'hui face. Ainsi dans l'introduction du programme de la rencontre, Pape Bèye économiste diplômé en gestion et en sciences politiques et ancien contrôleur d'Etat, en revenant sur les défis de la mondialisation a soutenu que « nous avons des problèmes de compétitivité avec la qualité et le coût des facteurs techniques de production (le transport, l'eau, l'électricité, le téléphone) qui font que les économies africaines pour la plupart partent dans ce combat déjà dit inégal de la mondialisation.»

### *Problème de productivité, d'assimilation, de migration.., les maux de l'Afrique*

En outre, devant cette compétition avec des économies plus structurées que celles de l'Afrique et où les facteurs de production sont beaucoup plus compétitifs, les pays africains font face également, de l'avis de M. Bèye, à des mesures protectionnistes pour l'entrée de leurs produits au niveau des économies de ces pays européens et américains. De leur côté, les boursiers ont fait part entre autres soucis et quant au choc de cultures, de la perte de repères, la déperdition et l'aliénation culturelle au profit de celles occidentales et asiatiques à travers les séries, télénovelas et autres programmes télévisuels qui dominent nos vies de tous les jours. Ils ont aussi fustigé le fait que l'Afrique consomme plus qu'elle ne partage. La faible représentation du continent dans le commerce mondial soit 3%, la corruption, l'extrême pauvreté dans laquelle l'Afrique est plongée sont aussi des préoccupations qui ont attiré l'attention des boursiers. A cela nous pouvons ajouter dans le lot des problèmes soulevés, les situations politique, sociale, sanitaire... instables en Afrique et qui freinent son système productif. Mais aussi des problèmes de rendement (surtout des facteurs de travail). Cette mondialisation a aussi, selon M. Bèye, un effet d'attraction au niveau des jeunes qui de plus en

plus veulent sortir. A ce titre, il pointe du doigt, les fortes migrations qui ne sont pas toujours organisées avec des vagues entières de jeunes « de nos pays qui prennent la pirogue ». Sans oublier les conflits qui grossissent ces handicaps. Tout compte fait, de vifs débats ont permis toutefois, à ces boursiers, regroupés autour du REBAFKA (Réseau des boursiers et anciens boursiers de la fondation Konrad Adenauer) d'apporter des recommandations face aux moult problèmes et insuffisances dont l'Afrique fait l'objet, dans un monde aujourd'hui globalisé et concurrentiel.

### **Des recommandations pour une porte de sortie de crises tous azimuts**

Pour plus de croissance et de démocratie en Afrique, les boursiers ont appelé à l'amélioration de la gestion des affaires publiques, à l'investissement dans le capital humain surtout avec une population majoritairement jeune, à l'égalité des sexes, à l'équilibre des pouvoirs, à la promotion d'une presse libre, professionnelle et citoyenne. Ils invitent également à cultiver l'esprit du bien commun, à innover, à créer. La promotion du leadership africain dans l'OMC, l'amélioration du système productif de nos Etats africains sont aussi apparus comme éléments clés vers le progrès africain. Mais aussi, incitent-ils, au respect du pluralisme culturel et au développement interne des marchés et du "consommer local". Dans ce sens « il faut des politiques de développement tournées vers l'efficacité, modifier le model de consommation des africains qui sont plus attirés par des produits made in Japan, in Usa... Nous devons développer un model de consommation domestique, qu'il soit endogène. Que nous consommions ce que nous produisons et que nous produisions ce que nous consommons pour avoir des économies substantielles au niveau de notre balance des pme et de notre balance commerciale» a précisé M. Bèye. Il opte aussi pour la réduction du nombre de contrôles au niveau des corridors routiers pour l'amélioration de la circulation des personnes et des biens pour pouvoir faciliter le commerce intra-africain au sens large, le développement des infrastructures, des échange de compétences et d'informations et la restauration « de la confiance en nous-mêmes en croyant en nos valeurs intrinsèques d'africains, pétris de qualité, éduqués dans le sens de l'effort, de la solidarité naturelle, de la loyauté, de la droiture. Ainsi nous ferons moins de complexe, facteur bloquant dans ce combat inégal qu'est la mondialisation » renchérit M. Bèye.

Sur ce point, les boursiers prônent un dialogue interculturel entre les peuples et encouragent à s'enrichir « de notre propre culture », à adapter les programmes audiovisuels aux valeurs culturelles africaines pour leur promotion et à saisir dans ce choc de culture, «une chance pour le développement personnel, une confrontation très intéressante ». Tout au plus, pour que l'Afrique puisse tirer le meilleur profit de cette mondialisation et aux yeux des participants, il faut « plus de démocratie dans nos pays, des institutions stables, une gouvernance publique et privée de bonne réputation. » Toutefois, pour Mme Bocandé qui a salué « les excellents travaux des boursiers », il faut que ces derniers « soient des pionniers, des promoteurs de telles idées, des responsables et des modèles.» Elle les a invités dans ce sens, à l'action et au suivi pour l'atteinte de tels objectifs.

Allocution de clôture de Ute Bocandé

**Les Boursiers de la FKA :  
Analystes, critiques, inspireurs, pionniers et modèles**

Chers boursiers de la FKA, membres du REBAFKA,

Pendant deux jours, vous avez réfléchi sur le rôle et l'importance de l'Afrique dans la mondialisation. Vous avez éclairé la question sous plusieurs angles : culturel, politique et économique. Vos recherches et vos textes reflètent bien la forte imbrication des différents thèmes et approches.

En effet, vous avez traité le « choc des cultures » et toutes ses conséquences dans l'histoire et dans notre monde d'aujourd'hui. En passant par des théories traitant du choc des cultures, des problèmes comme celui que vous avez appelé « l'impérialisme culturel et le rôle des médias », vous avez posé bon nombre de questions : Comment l'Afrique peut-elle sortir de son impasse ? Quelles sont les passages et les passerelles entre la tradition et la modernité ? Quel est l'avenir culturel et linguistique de l'Afrique noire ? Quel rôle jouent l'éducation, les idéologies, les religions ? Les débats ont fait entrevoir des réponses et des voies de solution, comme cette exigence d'innovation en se basant sur la tradition : « S'enraciner dans notre passé pour inventer notre avenir » a été une phrase phare de ce panel.

L'économie a été au centre du deuxième panel qui a dressé un panneau plutôt sombre du rôle de l'Afrique dans l'économie mondiale. Nous connaissons tous la problématique qui a son origine surtout dans une économie basée sur l'exportation de matières brutes sans valeur ajoutée et d'importation de produits à valeur ajoutée. L'économie de traite a laissé ses traces et il semble difficile de sortir du cercle vicieux. Cependant, plusieurs intervenants ont montré des voies de solution. En effet, les énormes potentialités et les énormes quantités de ressources minières pourraient garantir un avenir radieux du continent – à condition de retrouver d'abord la paix. Sur 54 pays, 10 au moins sont instables, particulièrement les pays riches en ressources. La paix est la condition d'un essor économique, et d'autres paramètres aussi doivent être respectés : l'éradication de la pauvreté, l'éducation de qualité pour tous, l'investissement dans le potentiel humain, la promotion du secteur privé, un état fort et régalien, la revalorisation des ressources locales et la promotion de la production et du consommateur local, l'accroissement de la compétitivité. Aussi ici un « bon mot » d'un intervenant : « L'Afrique a beaucoup de ressources. Dieu nous a beaucoup applaudis, mais nous n'avons pas dansé ». Cela changera, la conscience et la volonté sont manifestes.

Démocratie, politique et gouvernance étaient débattus dans le troisième panel sur « Démocratie, l'Afrique, la mauvaise élève ? ». Vu le fait que le concept de la démocratie vient de la civilisation antique grecque et a été développé pendant des centaines dans les pays européens et aux USA, certains se sont posé la question si un tel concept est adaptable en Afrique. D'autres ont même émis le doute en se demandant si l'Afrique était prête pour la démocratie. Quand on regarde les problèmes et les abus

constatés en Afrique, un certain « pessimisme » est compréhensible, mais cela ne doit pas susciter une attitude attentiste voire fataliste. En effet, depuis les indépendances dans les années 50 et 60, donc depuis plus de 50 ans, on constate que la démocratie est quelque peu boiteuse dans plusieurs pays africains, qu'elle a même reculé dans d'autres, comme au Mali. Formation de dynasties comme au Congo, au Togo, au Gabon, élections non transparentes, violences post-électorales, un grand gap entre la base politique et les décideurs au niveau central, corruption, népotisme... tout a été évoqué. L'analphabétisme d'une grande partie des populations n'est pas étranger à un manque de compréhension et de mise en œuvre de la démocratie.

Cependant, il y a eu des états respectant les principes démocratiques, de bonne gouvernance et des droits humains dans plusieurs régions d'Afrique, si l'on pense par exemple aux grands Empires du Sahel qui ont eu pour base la Kurukan Fuga, la charte, la constitution du Mandé. Il y a jusqu'à nos jours des communautés ethniques comme les Diola et les Bassari dont la société est structurée autour des principes de l'égalité, de véritables démocraties à la base. Aussi dans ce panel, la proposition a été faite de non seulement critiquer – à juste titre – tous les abus actuels, mais de faire des propositions créatives et inspirées des traditions et des valeurs locales et régionales.

Ces actes du séminaire montrent à travers les textes et les contributions rédigés par les boursiers de la FKA toute la richesse de leurs réflexions. Nous sommes réellement heureux et fiers de ces travaux et des résultats qui portent la réflexion en avant, et aussi l'action, comme nous l'espérons.

Je voudrais vous proposer une réflexion autour d'un « *triangle interactif* » de l'Afrique dans la mondialisation.

Les mots clés placés au milieu sont les idéaux souhaités : *Paix, liberté, justice, équité, égalité des chances, bien être social, économique, spirituel*. Ensuite, j'ai placé en haut le *mode de gouvernement*, en bas à gauche *l'économie* et en bas à droite, la *culture*. Mais c'est facultatif, on peut le tourner comme on veut, c'est juste pour montrer l'interdépendance de ces trois facteurs clés qui façonnent la vie d'une population, d'un pays. Donc nous avons le mode de gouvernement. S'il est autoritaire, dictatorial ou imposé de l'extérieur, il n'aura pas suffisamment d'adhésion de la population, des conflits sont souvent inéluctables, au détriment de la liberté, de la paix, du développement économique. Si par contre la gouvernance respecte certains critères, elle est susceptible de favoriser l'épanouissement individuel et collectif de la nation.

« *Axe culture vers le mode de gouvernement* » :

Les valeurs positives sont déjà ancrées dans beaucoup de cultures traditionnelles, donc il n'est pas nécessaire de chercher loin. Dans ces traditions, nous avons des processus de participation des citoyens à la gestion de la cité, la séparation des pouvoirs, la subsidiarité, le système fédéral, l'égalité des femmes, le respect de l'humain et de la nature (ex. Kurukan Fuga). Notons qu'un système décentralisé (fédéral) est plus indiqué pour le développement individuel et collectif, comme l'ont montré l'exemple des empires du Sahel, mais aussi de certaines communautés ethniques qui fonctionnent sur le principe d'un dénominateur commun tout en restant assez autonomes.

« *Axe mode de gouvernement vers l'économie* » :

Le mode de gouvernement de son côté influe sur le développement économique. Un état dictatorial, comme l'a montré l'histoire, est à la longue néfaste pour un développement économique harmonieux et équitable. Par contre, un état trop faible favorise la création de trusts et de monopoles qui accentuent les inégalités économiques et sociales. Un état fort et régalien par contre peut, par une politique judicieuse, promouvoir l'initiative privée et la création de richesses, mais prévenir aussi tous les abus potentiels d'une économie de marché débridée. Le modèle de l'économie sociale de marché qui est pratiqué en Allemagne pourra être d'un apport dans la réflexion autour des modèles économiques qui garantissent tant si peu l'égalité des chances combinée avec la promotion de l'excellence et de la performance.

Reste maintenant la base du triangle, *le lien entre la culture et l'économie*.

Ici je ne pense pas tellement à la promotion du tourisme ou l'industrie culturelle, même si ce sont des aspects importants. Il s'agit plutôt d'une réflexion autour des comportements et des habitudes de production et de consommation. En effet, l'économie africaine, particulièrement sénégalaise, est hautement dépendante d'importations de produits de première nécessité mais aussi de produits finis, donc à forte valeur ajoutée. Par contre, l'Afrique ne produit presque rien, statistiquement parlant, elle est un grand fournisseur de matières premières, mais la valeur ajoutée est créée ailleurs, donc l'Afrique perd énormément de ressources et de potentialités. Comment y remédier ? Réfléchissons sur deux modèles économiques et comment les paramètres culturels contribuent à leur ancrage.

Le modèle économique basé sur l'importation, hérité de l'époque de la traite, est sous tendu par des processus culturels, si vous voulez, surtout des médias. Un exemple : Des multinationales, par une stratégie de communication, voire un bombardement publicitaire savamment adapté aux concepts culturels des habitants, ont réussi à faire croire aux Africains qu'aucun plat ne peut se préparer sans cube jumbo ou maggi, qu'aucun petit déjeuner n'est pensable sans nescafé, et j'en passe. Les films qu'on montre à la télé nous viennent d'Europe, du Brésil, d'Inde, en tout cas, en général pas des pays africains. Les élites politiques, économiques, culturelles, de par leur mode de vie, idéalisent les produits importés, que ce soit dans le domaine vestimentaire, alimentaire, l'habitat, les loisirs, même la gestion de leurs ressources. Donc tout porte à croire que les modes traditionnels de vie sont désuets, non efficaces, non adaptés à la vie moderne.

Cependant, le recours à la culture, aux différentes traditions peut donner une réponse à cette société de consommation désespérément tournée vers l'extérieur, une société qui se prive de beaucoup de choses, qui est prête à sacrifier la qualité de vie pour correspondre à un modèle de vie qui lui vient d'ailleurs, qui est coûteux et non adapté aux réalités et besoins.

Si l'ouverture des esprits et des modes de vie est une nécessité et un fait non discutable dans le monde globalisé, il convient cependant de paraphraser encore Senghor : l'enracinement, l'ancrage dans la tradition viennent d'abord, ensuite l'ouverture. Les différentes cultures et traditions africaines sont riches en alternatives à ce style de vie « batard » qui n'est ni africain ni européen ni asiatique et qui laisse chez chacun un goût amer du non accompli, du manque, car on n'imité jamais assez pour être vraiment satisfait.

### *L'entrepreneuriat et le consommer local : l'exemple de nos boursiers*

Nous avons vu, même parmi nos boursiers, des jeunes qui se sont lancés en tant qu'entrepreneurs pour promouvoir la production et le consommer local. Ce n'est qu'un début. Peut-être cette approche ne peut pas sauver l'économie africaine, mais elle peut contribuer à la rendre plus attractive et plus compétitive. Imaginez toutes les potentialités, toutes les possibilités qui se cachent derrière cette approche : les aliments, les habits, les matériaux sont produits sur place. La production, la conservation et la transformation créent une forte valeur ajoutée et pourvoyeurs de millions d'emplois. Le solaire et d'autres énergies renouvelables sont disponibles toute l'année – encore des millions d'emplois. L'économie verte, respectueuse de l'environnement et de la nature, peut en effet créer des emplois d'un nombre insoupçonné, il faut seulement y croire ... et passer à l'action.

Vous avez vu comment la culture peut jouer un rôle déterminant dans l'orientation et le développement de l'économie. Dans le sens positif et négatif. Il importe de pousser les recherches dans tous les sens, il ne s'agit aucunement de bannir tout ce qui vient de l'étranger. On est dans un monde globalisé et personne ni nation peut s'isoler, c'est claire. Cependant, toutes les grandes nations économiques ont bâti leur richesse sur le développement décidé et déterminé des ressources locales, sur la formation des ressources humaines, sur la production et la transformation de biens et services, sur la consommation locale et ensuite sur l'exportation.

Cela peut sembler chauviniste, mais peut-être faut-il un peu de chauvinisme dans une Afrique qui est si violemment tournée vers l'extérieur qu'elle ignore souvent ses propres richesses, ou qu'elle les dilapide à vil prix, au détriment de la paix... En tout cas, une certaine fierté de sa propre culture ne peut pas nuire, si elle n'est pas exclusive. On peut être fier de sa culture tout en respectant les autres. Cette fierté ou si vous voulez, cette conscience de la haute valeur de sa propre culture, peut en tout cas être la base d'une nouvelle conscience citoyenne, une citoyenneté critique, exigeante, créative et productive.

En tant qu'élites, car vous faites partie des élites de l'Afrique, vous êtes appelés à être des inspireurs, des critiques constructifs, des pionniers et des modèles.

Nous sommes convaincus que vos recherches et vos réflexions tout au long du week-end de Djilor vous ont avancé d'un grand pas dans ce sens que vous avez jeté les jalons de votre développement individuel en tant qu'acteur et constructeur de l'avenir de l'Afrique, et de votre responsabilité collective en tant que boursiers de la FKA. Vous contribuez à construire une Afrique, un monde plus justes, plus libres, plus équitables et plus paisibles. Nous vous faisons confiance et vous encourageons à aller de l'avant, à pousser encore plus loin vos réflexions, vos analyses, vos recherches et vos actions.